

6-1964

Le Boréal Express, v.2 n.10, (June 1964)

Franco-American Collection

Follow this and additional works at: <https://digitalcommons.usm.maine.edu/fac-boreal-express>

This Book is brought to you for free and open access by the Publications at USM Digital Commons. It has been accepted for inclusion in Le Boréal Express by an authorized administrator of USM Digital Commons. For more information, please contact jessica.c.hovey@maine.edu.

LE BOREAL EXPRESS

AN 1760

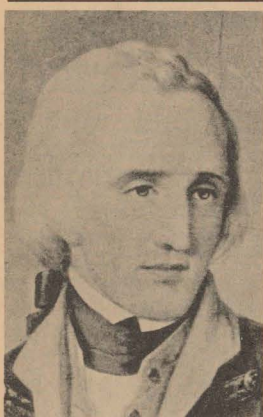
PAR L'HISTOIRE — CITOYEN DU TEMPS

(Trois-Rivières, juin 1964)

Le numéro : 0.35

VOLUME 2, No 10

"NOUS RECOMMANDONS à L'HABITANT de RECEVOIR et de TRAITER les TROUPES EN FRÈRES ET CONCITOYENS" (Jeff. Amherst)



JAMES MURRAY

Il affirmait dernièrement que si l'Angleterre est sage, elle ne gardera pas le Canada. "Il faut, dit-il, que la Nouvelle-Angleterre ait un frein à ronger et nous lui en donnerons un qui l'occupe en ne gardant pas ce pays-ci."

Montréal (DNC) — Le gouvernement de la Nouvelle-France est passé entre les mains de militaires anglais. Le maréchal Jeffery Amherst, commandant en chef des troupes du roi de la Grande-Bretagne dans l'Amérique septentrionale, a organisé un gouvernement provisoire à caractère militaire. Le brigadier général James Murray est responsable de la région de Québec. Le colonel Ralph Burton a pris la direction du gouvernement des Trois-Rivières. Quant au gouvernement de Montréal, le brigadier Thomas Gage en est le titulaire.

Les troupes d'occupation ont établi leurs quartiers d'hiver en différents endroits. Les habitants de plusieurs villages sont obligés d'héberger des soldats anglais. Ils doivent, souvent aussi, fournir le bois de chauffage et la paille. Heureusement, lorsque les militaires achètent de particuliers, ils paient en espèces sonnantes, de sorte que ceux qui font encore le commerce voient leur situation s'améliorer. Mais il est à prévoir, si l'occupation se prolonge, que les profiteurs qui accompagnent toute armée victorieuse essaieront de s'emparer du marché.

Les Canadiens qui possèdent des armes ont dû les remettre aux officiers. Pour le seul gouvernement des Trois-Rivières, au-delà de 1,000 fusils ont été confisqués.

De plus, les habitants de la Nouvelle-France furent dans l'obligation de prêter serment de fidélité au roi de Grande-Bretagne. Pour plusieurs, ce ne fut que lorsqu'ils prononcèrent la formule suivante qu'ils se rendirent compte de leur situation réelle. "Je jure que je serai fidèle et que je me comporterai honnêtement envers Sa Majesté George Second, par la grâce de Dieu, roi de la Grande-Bretagne, de France et d'Irlande, défenseur de la Foi, et que je défendrai lui et les siens, dans ce pays, de tout mon pouvoir, contre tous ses ennemis, ou les leurs; et j'en ferai connaître à Sa Majesté, son général, ou ceux agissant sous lui, autant qu'il dépendra de moi, tous traîtres, ou toutes conspirations qui pourraient être formées contre Sa Sacrée Personne, ce pays ou son gouvernement".

Le fait que ce soient les capitaines de milice qui, dans les paroisses, aient la haute autorité, montre bien que le pays vit sous l'occupation des militaires.



POUR LES ARMES DU ROI DE FRANCE ET POUR LES CHEFS: L'HEURE DU DÉPART A SONNÉ

Québec — Pour le gouverneur et l'état-major des troupes, l'intendant et sa suite, les administrateurs et leurs proches, il n'y a pas d'autre alternative que de rentrer en France. Du moins jusqu'à ce que la présente guerre soit terminée et que le sort de la Nouvelle-France soit scellé.

Les chances semblent assez minces d'un retour du Canada à la France; les Britanniques se conduisent vraiment comme les nouveaux maîtres. D'ailleurs, les articles 11 à 19 inclusivement de la Capitulation de Montréal, prévoyaient la rentrée dans la métropole française non seulement des hauts fonctionnaires français et canadiens, mais encore des officiers et soldats, tant des troupes de terre, que de la colonie, ainsi que les officiers marins et matelots... Ceux qui sont mariés pourront amener avec eux leurs familles; et tous auront la liberté d'embarquer leurs domestiques et bagages... Tous embarqueront leurs havre-sacs et bagages... Il sera embarqué dans ces vaisseaux (mis à leur disposition) les subsistances convenables et suffisantes aux dépens de Sa Majesté britannique".

Il est encore trop tôt pour dire combien préféreront rentrer en France plutôt que de vivre dans une éventuelle colonie britannique. Certains attendent pour prendre une décision qu'un traité de paix soit signé, d'autres s'inquiètent du comportement que les Britanniques afficheront.

Quoi qu'il en soit des mois à venir, il ne fait pas de doute qu'au moins un millier de Français et de Canadiens quitteront le pays. Ce nombre pourra augmenter considérablement s'il devient trop difficile à certains commerçants de maintenir leur affaires à un niveau convenable.

Pourquoi Ramezay a-t-il capitulé ?

La capitulation précipitée de Québec, le 18 septembre 1759, était-elle inévitable? Il semble que la ville aurait pu résister longtemps, même après la bataille des plaines d'Abraham. On devait savoir de plus que des troupes de secours descendaient de Montréal sous la conduite de Lévis. Enfin, il était connu de tout le monde que la flotte anglaise s'apprêtait à lever l'ancre avant les froids qui l'auraient emprisonnée dans les glaces. Alors pourquoi avoir ouvert les portes si vite et si facilement aux troupes anglaises?

Il y aurait là matière à enquête pour établir les responsabilités véritables.

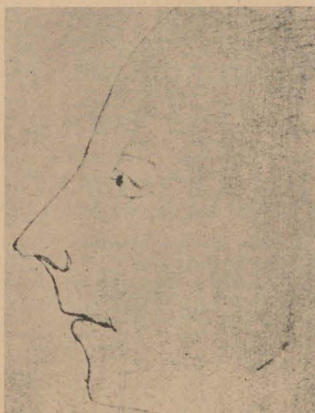
- PLACART du général Amherst —> p. 3
- ERREUR de MONTCALM à William-Henry —> p. 5
- Le SIÈGE de QUÉBEC —> pp. 8-9

SIX ADMINISTRATEURS DIOCÉSAINS

Avec la permission du général Murray, l'abbé Briand a convoqué, le 2 juillet dernier, une assemblée des chanoines, afin de prendre les dispositions voulues pour assurer l'administration religieuse du pays en attendant la nomination d'un successeur à l'évêque défunt.

L'abbé Briand assumera la responsabilité de la région de Québec; l'abbé Perreault aura charge du gouvernement des Trois-Rivières et M. de Montgolfier, sulpicien, desservira la région de Montréal et la partie supérieure de la colonie.

M. Maillard a été nommé administrateur de l'Acadie; le R. P. Beaudoin, de la Louisiane; M. Forget, du pays des Illinois.



Cap. Smith

James WOLFE: La mort dans la victoire

Nos anniversaires

Il y a cinq ans (1755)

Les Acadiens sont chassés de l'Acadie par les Anglais; huit mille personnes sont arrachées à leurs terres et éparpillées sur toutes les côtes d'Amérique.
Mort de Montcalm.

Il y a dix ans (1750)

Les forts Beaujeu et Lawrence sont construits l'un en face de l'autre par les Français et les Anglais qui rivalisent pour prendre le contrôle définitif de l'Acadie.
Mort de Jean-Sébastien Bach.

Il y a quinze ans (1745)

Les anglo-américains prennent Louisbourg, gardent Annapolis (l'ancien Port-Royal) et occupent ainsi une position privilégiée en Acadie.

Il y a vingt ans (1740)

La guerre de succession d'Autriche est déclenchée à la suite de la mort du roi Charles VI.

Il y a vingt-cinq ans (1735)

On inaugure la route Montréal-Québec. Pour la première fois, il est possible de faire le voyage par voie de terre et la randonnée prend cinq à six jours.

Il y a trente ans (1730)

Morivoux présente le Jeu de l'Amour et du Hasard.

Il y a quarante ans (1720)

Début de la construction de la forteresse de Louisbourg; les travaux dureront huit ans.

Il y a cinquante ans (1710)

Nicholson prend Port-Royal puis obtient de Londres la permission de faire le siège de Québec avec l'appui de la flotte dirigée par Walker. Les bateaux de Walker se brisent sur l'île-aux-Œufs et Nicholson devra renoncer à son projet.

Il y a cent ans (1660)

Dollard des Ormeaux meurt en combattant les Iroquois au Long-Sault.

Le Parlement dit NON aux Jésuites

PARIS — Le Parlement de Paris, siégeant en appel à la suite d'une décision émise par la Cour d'Aix en Provence, a endossé le jugement rendu par cette dernière et maintenu la sentence imposée à la Compagnie de Jésus. On a déjà beaucoup parlé de ce procès intenté aux Jésuites par des négociants de Marseille qui tiennent la communauté responsable de la banqueroute d'un établissement commercial antillais géré par le père La Valette. Les religieux prétendant qu'ils ne sont pas responsables des engagements financiers d'un de leurs membres et le Parlement de Paris vient de leur donner tort.

La sentence qui a été annoncée récemment constitue une grave défaite pour la Compagnie de Jésus, mais il apparaît que les fils de saint Ignace ne sont pas au bout de leurs malheurs. On apprend, en effet, que le Parlement a décidé de profiter de l'occasion qui lui est offerte pour étudier dans le détail les constitutions de l'ordre afin de vérifier si elles ne sont pas contraires aux lois du royaume. Plusieurs jansénistes, gollions et philosophes ont déjà déclaré qu'ils se baseraient sur la clause stipulant que les Jésuites ne reconnaissent pas d'autre autorité que celle du Pape pour réclamer l'abolition de la Compagnie dans toute la France. Si le Parlement adopte ce point de vue, les Jésuites n'auront pas d'autre choix que de demander leur constitution ou de se résoudre à disparaître. Ce serait la deuxième fois en deux ans qu'un décret d'abolition serait prononcé contre eux, le Portugal ayant fait de même, l'an dernier.



Louis XV

La guerre dure maintenant depuis quatre ans et tout le monde s'accorde pour prétendre qu'elle achève. La mort du roi d'Angleterre, la maladie de l'impératrice de Russie, le découragement manifesté du roi de Prusse et le malaise social croissant en France devaient en effet hâter la fin des hostilités. Cependant, malgré cette unanimité à prévoir la paix pour demain, personne ne peut prédire quel sera le vainqueur. Y aura-t-il même un vainqueur ou sera-ce une paix d'épuisement fondée sur la lassitude des belligérants? Les dépêches qui nous parviennent de nos divers correspondants sont elles-mêmes contradictoires et ne permettent nullement de répondre à cette question. La seule conclusion qu'on en puisse tirer, c'est que la guerre est à un point tournant et que d'ici peu le sort des participants sera scellé.

BERLIN (De notre envoyé spécial) — La population berlinoise se demande avec étonnement par quel miracle elle a échappé jusqu'à l'occupation russe et surtout, combien de temps durera sa bonne fortune. C'est la deuxième fois en moins de deux ans que les troupes de la tsarine Elisabeth menacent d'envahir la capitale prussienne.

Il y a plus d'un an, en effet, l'envahisseur russe, après une impressionnante série de victoires, n'était plus qu'à trois jours de marche de Berlin. La soudaine maladie de l'impératrice avait alors interrompu momentanément les opérations et ce répit avait été suffisant pour permettre à Frédéric de se ressaisir et de reprendre l'initiative.

Cette année, c'est plus grave. L'armée austro-russe, dirigée par le baron de Laudon, semble bien avoir définitivement pris le chemin de Berlin, après avoir écarté les troupes du roi de Prusse à Kunersdorf. Tout laisse croire que la capitale devra bientôt capituler; on n'ignore vraiment pas ce qui pourrait la sauver.

Pourtant, ici, les optimistes sont nombreux. Ils expliquent que cette guerre épuisante est tellement fertile en rebondissements inattendus qu'une surprise demeure toujours possible. Certes, malgré les rumeurs qui circulent à l'effet que le roi aurait l'intention de se constituer prisonnier ou de se suicider, il suffirait de bien peu de choses pour remonter le moral du souverain dont on connaît le caractère facilement influençable. Si Frédéric reprend confiance et que la chance le favorise quelque peu, tout redevient alors possible et la victoire peut changer de camp.

Les prochaines semaines nous diront qui, des optimistes ou des pessimistes, aura eu raison.

L'ANGLETERRE et ses PROBLÈMES INTERNES

La mort du roi constitue certainement le problème majeur de la vie politique anglaise actuelle: c'est le sujet de conversation de tous les observateurs politiques qui tentent d'établir le bilan du règne de George II et qui, surtout, essayent de prédire quelles seront les conséquences d'un changement de régime sur la politique du gouvernement et plus spécialement sur la poursuite de la guerre. Le peuple lui, s'en soucie beaucoup moins et porte toute son attention sur des problèmes plus concrets et quotidiens: logement, communications.

Pour se convaincre de la gravité de la situation, il suffit de considérer que des villes, comme Liverpool et Manchester, ont vu leur population passer de 5,000 à 40,000 en trois

La guerre à un point tournant

QUI SORTIRA VAINQUEUR?



George III

Son prédécesseur a régné sans gouverner

QUE FERA-T-IL?

Londres — (DNC) George II est mort après trente-trois ans de règne et son petit-fils devient le troisième Hanovrien à monter sur le trône. Malgré les qualités incontestables du monarque défunt, le peuple anglais n'a pas beaucoup pleuré ce roi qu'il a toujours considéré comme un étranger qui, lui-même, n'a jamais tenté de faire oublier qu'il demeurait avant tout un Allemand.

Ce sentiment d'appartenance étrangère explique en grande partie le peu d'influence de George II sur la vie politique anglaise. Ne parlant pas l'anglais et se désintéressant de tout ce qui n'aurait pas directement "son pays" du Hanovre, le roi s'est toujours abstenu d'assister aux réunions de ses ministres qui ont maintenant pris l'habitude de diriger seuls les affaires du royaume. En fait, la principale influence de George II aura justement été de ne pas avoir eu de favoriser ainsi l'instauration d'un véritable régime parlementaire basé sur le principe suivant: le roi règne mais ne gouverne pas.

On commence déjà ici à se demander comment agira le roi George III, lui, un véritable Anglais, étant né et ayant toujours vécu dans ce pays? N'a-t-il pas aussi été éduqué en vue du jour où il prendrait effectivement le pouvoir? Les observateurs s'accordent pour reconnaître au nouveau roi d'indiscutables qualités de chef, mais justement, à cause de la force acquise par le Parlement et par la Chambre, on peut se demander avec inquiétude, si acceptera une limitation pour lequel chacun prétend avoir droit.

be aux gouvernements locaux, on trouve encore aujourd'hui certaines régions où l'on ne peut voyager qu'à cheval... Comme d'autre part certains petits bourgs n'ont pas les ressources financières suffisantes pour se doter de routes convenables, certains groupements de citoyens tentent de trouver ailleurs la solution au problème.

Il s'agit de permettre à des trusts financiers de construire des routes et de percevoir ensuite un droit de passage de ceux qui les empruntent. Les résultats à date ont été très satisfaisants et l'on peut se demander si, bientôt, ces "turnpike roads", ou routes à péage, ne couvriront pas toute l'Angleterre.



LA DERNIÈRE BATAILLE UNE VICTOIRE FRANÇAISE

Montréal (par G. L.) — Au début de la présente année, Vaudreuil et Lévis caressaient le rêve de libérer la colonie de la présence anglaise. Tandis qu'on tirait de partout, de gré ou de force, des munitions et des provisions, les troupes et les miliciens étaient réunis à Montréal.

Le 20 avril, l'armée est prête à quitter Montréal. Le 24, elle campe à la Pointe-aux-Trembles, où les navires d'escorte lui remettent les munitions. Le 26, elle se met en route pour Québec. Informé de cette marche sur Québec, Murray prépare ses troupes.

Vers les huit heures, le 28 avril au matin, il sort de la ville avec 3,800 hommes et 22 pièces d'artillerie à la rencontre de l'armée française, forte d'environ 5,000 combattants dont 2,400 miliciens. Les deux armées se font face sur les plaines entre le fleuve et le chemin de Sainte-Foy. Le dos à la ville, la ligne anglaise, sur deux rangs, occupe un terrain en pente, tandis qu'en contre-bas les Français forment une ligne de quatre hommes de file. Après de multiples engagements, l'artillerie anglaise, se joignant à la fusillade des fantassins, crible de mitraille la gauche française et la force à céder du terrain. Sur quoi, la droite anglaise descend de sa pente et ouvre un feu soutenu.

Les Français ne désarment pas et foncent, baïonnette en avant. Murray, qui a eu deux chevaux tués sous lui, anime et dirige la fusillade contre le centre français, qui retraite juste le temps de se réorganiser pour revenir à fond dans la bataille.

Lévis, à cheval, surveille tous les mouvements; il profile d'une charge de la gauche française pour "donner ordre aux brigades de droite de marcher aux ennemis baïonnette ou bout du fusil". Cette double manœuvre surprend tellement les Anglais "qu'elle les pousse de front avec la droite française". L'ennemi est ainsi chassé jusque dans les murs de Québec, où soldats et Canadiens auraient pénétré sans l'ordre de halte de

A Québec

NOUVELLE COUR SUPÉRIEURE

Les causes d'importance minime seront jugées par le commandant de la troupe de chaque côté. Le jugement rendu par le commandant n'est pas sans appel. La partie perdante peut exiger, s'il y a raison valable, un nouveau procès devant la Cour Supérieure.

NOUVEAUX CONSEILLERS

Conseillers à la Cour et Conseil Supérieur de Québec:

Le Major Augustin Prevost

Les Capitaines:

Hector Théophile Cramahé
Jacques Barbut
Richard Baillie
Hughes Cameron
Edmond Malone
Jean Brown

Procureur général pour la rive sud: Jacques Belcourt de La Fontaine.

Procureur général pour la rive nord: Joseph-Etienne Cugnet.

Greffier de la Cour Supérieure: Me Jean-Claude Panet.

PLACART DE SON EXCELLENCE LE GÉNÉRAL JEFFERY AMHERST



Sir Jefferey Amherst

Par son Excellence JEFFERY AMHERST, Ecuyer, Maréchal de camp, Commandant en chef Les Troupes et forces de Sa Majesté le Roy de la grande Bretagne dans l'Amérique Septentrionale, et son Gouverneur Général pour la Province de Virginie, Etc., etc., etc.

Savoir faisons, que nous avons constitué et établi Monsieur Gage, Brigadier des armées du Roy, Gouverneur de la ville de Montréal et de ses dépendances: et que nous avons pareillement établi Monsieur Burton, Colonel des troupes de Sa Majesté, Gouverneur et des trois Rivières et de ses dépendances.

Que tous les habitants du Gouvernement des trois-Rivières qui n'ont pas encore rendu les armes aient à les rendre aux Endroits nommés par Monsieur Burton.

Que pour d'autant mieux maintenir Le bon ordre et La police dans Chaque paroisse ou District, il Sera rendu aux officiers de milice leurs armes; et si par La suite il y avait quelques-uns des habitants qui Désireroient en avoir, ils devront en demander la permission au Gouverneur, signée par le dit Gouverneur ou ses subdélégués, afin que l'officier des troupes, commandant au District ou ces habitants seront résidents, puisse savoir qu'ils ont Droit de porter les armes.

Que par nos instructions les gouverneurs sont autorisés de nommer à tous emplois, tant civils que militaires, et de débiter sur signer des commissions en faveur de Ceux qui en ont dernièrement joui sous Sa Majesté très-Chrétienne.

Que pour terminer autant qu'il sera possible tous différends qui pourroient survenir entre les habitants à l'ambable, les dits Gouverneurs sont enjoins d'autoriser l'officier de milice Commandant dans chaque paroisse, ou District, d'écouter toutes plaintes, et si elles sont de nature qu'il puisse les terminer, qu'il ait à la faire avec toute La droiture et Justice qu'il conviendra; S'il n'en peut prononcer pour lors il doit renvoyer les parties devant l'officier des troupes Commandant dans son district, qui sera pareillement autorisé de décider entre eux, si le cas n'est pas assés grave pour exiger qu'il soit remis devant le gouverneur même, qui, dans ce Cas, comme en tout autre, fera rendre Justice où elle est due.

Que les troupes, tant dans les villes que dans leurs Cantonnements sont nourries par Le Roy en nature, et qu'il leur est ordonné expressément de payer tout ce qu'elles achètent de l'habitant en argent Comptant et espèce sonnantes.

Que tout propriétaire de Chevaux de Charettes, ou autres voitures qui seront employés, soit par les troupes, ou autres, seront également payés en espèces sonnantes pour Chaque Voyage, ou par Jours qu'ils auront été ainsi employés; et Cela suivant Le tarif et sur le pied de dix schellings argent de la nouvelle York, par jour, pour chaque Charette ou traîneau portant un millier pence; et une Journée de Cheval à raison de trois schellings d'York.

Les Maîtres des postes auront attention de ne louer ni fournir à qui ce que soit, sans un ordre par Ecrit de nous, ou des Gouverneurs Gage, Murray, et Burton, ni chevaux, ny calèches appartenantes aux Bureaux des distes postes, et ceux à qui il en sera fournis comme ci-dessus, payeront pour milles anglaises ou lieue de France; Ceux qui prendront cheval et calèche payeront le double mais il leur sera permis d'y aller à deux personnes.

Que le peu de secours que Le Canada a reçu de la France depuis deux années, l'ayant épuisé de Bien de rafraichissement et de nécessaire, Nous avons pour le bien commun des troupes et de l'habitant recommandé par nos lettres aux différens gouverneurs des Colonies anglaises les plus proches du Canada d'efficher et publier des avis à leurs Colons pour se transporter icy avec toutes sortes de denrées et de rafraichissements, et nous nous flattons qu'on ne tardera pas de voir remplir ce Projet; et, lorsqu'il Le sera, un chacun en sera instruit pour qu'il puisse y participer au prix courant et sans impôts.

Le Commerce sera Libre et sans impôts à un chacun, mais les Commerçants seront tenus de prendre des passeports des gouverneurs, qui leur seront expédiés gratis.

Comme il est expressément enjoins aux troupes de vivre avec l'habitant en bonne harmonie et intelligence, nous recommandons pareillement à l'habitant de recevoir et de traiter les troupes en frères et Concitoyens. Il leur est encore enjoins d'écouter et d'obéir tout ce qui Leur sera ordonné tant par nous que par leurs Gouverneurs, et Ceux ayant droit de nous et de Loy; et tant que les dits habitants obéiront et se conformeront aux dits ordres, ils jouiront des memes privilèges que les anciens sujets du Roy, et ils peuvent Compter sur notre protection.

Voulons Et entendons que notre présente ordonnance soit lue, publiée et affichée es lieux accoutumés.

Fait à Montréal, le 22 7bre, Signée de notre main et scellée du sceau de nos armes.

(Signé.) Jefferey Amherst

A Beauport, les occupants s'approprient une terre

Québec — Jusqu'à la signature de la capitulation de Montréal, les autorités anglaises du gouvernement de Québec ont eu fort à faire pour empêcher les Canadiens de se joindre aux troupes de Lévis. Le Commandant en chef des forces anglaises dans le fleuve Saint-Laurent, James Murray, après la reddition de Québec, avait averti la population qu'il y aurait des représailles contre ceux qui resteraient sans les armes ou qui se joindraient à l'armée française.

M. Duchesnoy, de Beauport, au cours du mois de juin, a déserté sa maison pour combattre avec l'armée française. Le 2 juillet dernier, Murray a fait saisir tous ses biens meubles et immeubles. Les maisons, les terres et les propriétés du patriote ont été distribuées au capitaine Lord William Johnston, du régiment royal d'artillerie, et au lieutenant Richard Nugent, du 13e régiment de ligne de Sa Majesté. Cette cession de biens est définitive, puisque les nouveaux propriétaires peuvent disposer de ces biens comme ils le voudront, soit par vente ou par testament.

Heureusement, ces cas de dépossession semblent avoir été peu nombreux depuis l'arrivée des Anglais.

ÉDITORIAL

ECROULEMENT de l'Empire français d'Amérique

La capitulation de Montréal scelle, pour le moment, le sort des armes canado-françaises. La défaite des nôtres est totale. Il nous faut maintenant compter sur les négociations de paix pour assurer le sort de la Nouvelle-France.

Notre Mère-Patrie luttera-t-elle pour garder, lors du partage des biens, sa colonie d'Amérique? Donnera-t-elle à ses plénipotentiaires la consigne de réclamer à tout prix la terre humanisée par ses fils? Il semble qu'à Paris on se soit rendu compte, trop tard malheureusement, de l'importance vitale de l'empire français d'Amérique. La guerre se poursuit en Europe, mais elle ne pourra pas durer très longtemps encore. Souhaitons que la Mère-Patrie sorte du conflit assez forte pour obtenir des conditions de paix honorables.

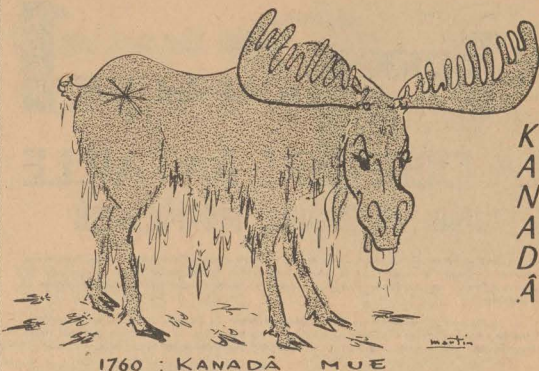
Il est trop tôt pour analyser les causes de notre défaite. Elles sont nombreuses. D'abord, l'énorme disproportion des forces en présence. Les colonies anglaises, épaulées à fond par la Métropole, pouvaient fournir vingt fois plus d'hommes que le Canada. Si, au moins, les forces canado-françaises avaient eu le moral qui rend possibles d'incroyables exploits! Montcalm n'aimait pas les Canadiens et il ne cachait pas son mépris pour les officiers et les miliciens locaux. Il en résultait un malaise qui enlevait confiance et élan. La capitulation prématurée de Québec est peut-être explicable par cet état d'esprit. Ramezay savait pourtant que l'approche de la saison froide obligerait la flotte anglaise à repartir avant la fin de septembre. Il aurait pu tenir jusque là. Les bourgeois l'ont poussé à se rendre. Il n'avait qu'à leur dicter ses ordres.

Enfin, la gêne extrême, dans laquelle les mesures discutables de Bigot avaient plongé toute la population, enlevait toute volonté de résistance. On ne souhaitait qu'une chose: retrouver la paix, recommencer à vivre de façon humaine, réparer les dégâts causés par l'invasion.

L'impression première des habitants est une sorte de soulagement. Ils se sentent délivrés d'un cauchemar. Les occupants anglais tablent sur cet état d'esprit pour appliquer les mesures qu'impose le nouvel état de choses. Ils ont sagement assuré la protection des vaincus et ils promettent de les traiter avec bienveillance. Attendons la suite.

Sur le plan religieux, la situation est troublante. Les dispositions des Anglais au sujet du papisme permettent toutes les inquiétudes. La mort de Mgr de Pontbriand laisse l'Eglise canadienne décapitée. Une Eglise sans évêque ne peut survivre longtemps. Londres permettra-t-elle la nomination d'un chef spirituel choisi par Rome et dépendant de Rome? Cette incertitude angossante pèse lourdement sur les esprits.

L'année 1760 s'achève dans la tristesse et le deuil. Nos dirigeants sont partis. Revieront-ils?



1760 : KANADA MUE



N.D.L.R. — Nous publions sous cette rubrique les lettres que nos lecteurs veulent bien nous adresser. Il va sans dire que les opinions émises par nos lecteurs ne sont pas nécessairement celles du journal.

LA FRIPONNE

le nom et la chose

Monseigneur le rédacteur,

On nous dit que Messire Bigot, pour se défendre de certaines accusations portées contre lui, tente d'expliquer le surnom que la population a donné à la Maison tenue jadis par le Sieur Clavierie. De façon aussi saugrenue qu'inattendue, l'intendant voudrait laisser croire qu'une servante voleuse lui a fait donner ce nom: LA FRIPONNE. Il aurait cependant admis en présence de quelques intimes que les négociants avaient conservé ce nom, avec une attribution toute différente.

Nous ne savons pas à quel fait allusion M. Bigot en parlant de cette servante, qu'il a sans doute mieux connue que nous, mais il ne nous reste rien à apprendre sur le magasin en cause et les voleurs dont fut l'objet feu Clavierie.

Il y a dix ans, celui-ci obtenait la permission de faire bâtir une maison à proximité des entrepôts de l'Etat. En 1753, l'intendant rachetait le magasin au prix plus que raisonnable de 23.668 livres. Il faisait mine de céder aux pressions des autres négociants qui avaient fort à se plaindre de la situation privilégiée et déloyale de cette entreprise. Celle-ci était en effet devenue une filiale de la société Bigot-Gradis, c'est-à-dire un entrepôt où une partie des fournitures expédiées par l'armateur israélite étaient rassemblées avant d'être achetées une dernière fois au nom du roi, ce qui créait fort à propos un intermédiaire de plus et donnait une occasion supplémentaire de prélever un profit.

Par la suite, cette maison continua de nous faire une concurrence malhonnête en monopolisant tout le commerce et en assurant le ravitaillement des magasins du Roi. Grâce à une complicité diaboliquement orchestrée, ce magasin pouvait toujours fournir ce qui manquait au magasin du Roi. On y faisait accumuler d'énormes réserves de denrées obtenues d'intermédiaires choisis, pour ensuite les revendre à l'Etat avec un gros profit.

Non, dans l'esprit de tous ceux qui ont pris l'habitude de parler de LA FRIPONNE, il n'est point question de servante voleuse, mais bien d'une bande d'exploiteurs qui ont soulevé l'ire et l'indignation de toute une population.

A bon entendeur salut!

Un négociant ruiné.

de Jésus, maintien de l'Eglise catholique à condition qu'elle se soumette à l'autorité royale et laïcisation de toutes les écoles catholiques. Sur le plan économique, construction de canaux pour faciliter les communications, établissement de nouvelles industries et diverses mesures favorisant la liberté

du commerce. Il est encore trop tôt pour prévoir quelles seront les conséquences de ces nouvelles dispositions, mais il importe de souligner qu'elles s'inscrivent dans un mouvement d'ensemble dont on commence déjà à ressentir les effets dans nombre d'autres pays européens.

Prix de l'abonnement, \$3,00 par année (10 numéros). Pour douze (12) abonnements, ou plus à la MÈME ADRESSE, \$2,00 chacun. Abonnement de soutien, \$5,00. Pour abonnement et toute correspondance, on écrit à:

LE BORAÉAL EXPRESS,
Centre des Etudes Universitaires,
C.P. 545, Trois-Rivières, Tél. 378-2181

Tous droits de reproduction, d'adaptation et de traduction réservés pour tous les pays. Imprimé à Trois-Rivières sur les presses de l'imprimerie des Forges Ltée. Avec permission de l'Ordinaire.

En 1757 MONTCALM TENAIT-IL LA VICTOIRE DANS SES MAINS?

La prise de William-Henry

Le fort William-Henry, situé au sud du Lac St-Sacrement, est le plus avancé, au nord, de la série de forts que les Anglais avaient construits dans une ligne nord-sud pour faire face aux places fortes que les Français ont érigées le long du Richelieu et du Lac Champlain. Placé au centre d'une immense cuve entourée de montagnes, le fort était assis sur une hauteur ceinturée par une série de marais et de bas-fonds.

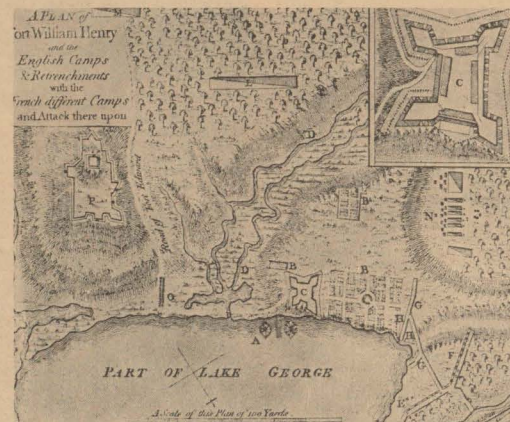
Avec le fort Edward, placé quelques milles plus au sud, William-Henry constituait la clé des défenses de la frontière nord de l'Etat de New York. Bien situé, difficile à approcher, garni de canons, comptant sur une garnison de 2.200 hommes, William-Henry était appuyé par le fort Edward où le général Webb, commandant anglais de la région, résidait avec une puissante force armée.

Au printemps 1757, le marquis de Vaudreuil envoya une troupe de 1.500 hommes, conduite par son frère Rigaud, "préparer" l'attaque principale. Les Français brûlèrent quelques magasins et d'autres bâtiments situés à l'extérieur du fort, détruisant une flotte de 300 barques et rentrèrent dans leurs quartiers.

L'attaque principale est décidée pour le milieu de l'été. Le généralissime Montcalm s'y oppose fortement, jugeant la place pratiquement impenetrable. Il cède cependant devant l'insistance du Gouverneur et, à la fin de juillet, se trouve à Carillon à la tête d'une armée de 8.000 hommes. Le 2 août, l'armée française entreprend le siège de la place. Montcalm dirige les travaux d'investissement. Jour et nuit, des ouvriers et des soldats travaillent à un réseau de tranchées et de boyaux, on installe deux batteries qui commencent un bombardement intermitteux jusqu'à ce que, le six août, les travaux d'approche permettent de les placer à courte distance des remparts et de les utiliser pour battre ceux-ci en brèche.

Le cinquième août, quelques éclaireurs français interceptent une lettre du général Webb au colonel Munro, commandant de la place. Le commandant anglais y avertit son subordonné qu'il ne pourrait se porter à son secours et qu'il chercherait à obtenir les meilleures conditions de capitulation. Montcalm fait porter la lettre au colonel Munro par Bougainville. Déjà inquiet des travaux de siège entrepris par les troupes françaises, incapable de compter sur l'appui de son commandant, Munro décide de capituler le 9 août.

Il laisse aux moins des Français un butin considérable: 23 canons, 20 autres pièces d'artillerie, 36.000 livres de poudre, 2.500 boulets, 1.400 livres de balles, etc. Sachant qu'il ne pourrait les nourrir, Montcalm accepte de faire évacuer sur le fort Edward les 2.200 prisonniers de la garnison anglaise.



Que penser de l'affaire William-Henry?

Quand on étudie toutes les circonstances de la chute du fort William-Henry, de l'attitude de Montcalm et des chances qui s'offraient à lui, quel jugement peut-on porter sur son comportement? A-t-il eu peur? A-t-il manqué d'audace? A-t-il laissé filer entre ses doigts la victoire qui aurait pu changer complètement la face de la guerre?

Toute réponse absolue est difficile à justifier. A trois ans de distance, nous connaissons les réactions des Anglo-Américains, nous savons leur faiblesse et leurs craintes, Montcalm les ignore.

Les raisons apportées par Montcalm sont sérieuses. Une attaque d'envergure ne peut se conduire sans une forte organisation des transports et de l'intendance.

Mais il demeure un fait. Si le général avait démontré un peu de cette audace qui sait, au bon moment, remplacer la prudence, il aurait peut-être renversé l'évolution de la guerre et mis la Nouvelle-France en mesure de vaincre.

Mais déjà notre jugement est truffé de "si", de "peut-être". Seule l'histoire sera en mesure de juger et de jauger l'attitude de Montcalm à cet instant décisif. Et encore ne le fera-t-elle pas sans difficulté.

Pour Montcalm

La poursuite était impossible

Malgré les instances de Vaudreuil, Montcalm refusa de poursuivre l'attaque, après la chute de William-Henry.

Les principales raisons apportées par le général à son refus d'agir concernaient le manque de chevaux et de bœufs pour le transport du matériel, le manque de nourriture pour maintenir en campagne une armée considérable et enfin la nécessité de laisser les miliciens retourner sur leurs fermes.

Le fort Edward est situé à environ dix lieues de William-Henry. Montcalm avait connu d'énormes difficultés à faire transporter son matériel du Lac Champlain au Lac St-Sacrement et la distance entre les deux lieux est beaucoup moindre que celle qui séparait William-Henry de fort Edward. Il aurait fallu transporter vivres, canons, poudre, balles, boulets, à bras d'hommes, faute de chevaux et de bœufs pour le faire.

Les Indiens n'auraient pas pu aider à ce travail puisqu'ils avaient quitté les lieux dès le 11 août, deux jours après la victoire. Ce départ avait d'ailleurs diminué d'autant les effectifs de Montcalm.

L'armée de Montcalm était déjà en campagne depuis un mois et demi. L'intendance

Selon Vaudreuil

Montcalm aurait dû poursuivre l'ennemi...

Dès que la prise de William-Henry fut connue, le marquis de Vaudreuil demanda à Montcalm de profiter de la victoire et de poursuivre son avantage.

Les raisons apportées alors par le Gouverneur lui apparaissent comme indiscutables. William-Henry tombé, il ne restait plus, pour fermer la route de l'Etat de New-York, que la faible opposition du fort Edward.

Ce dernier, construit pour n'être qu'un poste de soutien, n'avait pas la puissance défensive de William-Henry, poste de première ligne. Il était sous le commandement du général Webb, faible militaire, qui tremblait déjà avant même que ne tombe William-Henry. Le général anglais venait d'ailleurs de donner une preuve de sa pusillanimité: les Français avaient su habilement profiter.

Les soldats que Webb avait sous son commandement ne faisaient pas en nombre la moitié de l'armée de Montcalm. Les hommes de celui-ci, en plus du nombre, avaient pour eux l'enthousiasme de la victoire. Toutes les cartes étaient du côté des Français.

Vaudreuil harcelait Montcalm, le poussait à l'attaque. Il lui expliquait que profiter immédiatement de l'avantage c'était faire tomber à coup sûr le fort Edward, après quoi plus rien ne barrait la route aux troupes françaises. Le gros des troupes régulières étaient cantonnées à Halifax avec Loudoun qui préparait l'attaque de Louisbourg. Les miliciens de la région étaient dispersés. Les sauvages alliés semblaient, depuis plusieurs mois, la terre et la mort dans le nord de l'Etat de New-York.

Montcalm n'avait qu'à pousser ses troupes à l'attaque. Il aurait, selon Vaudreuil, percé facilement les dernières défenses et pénétré rapidement jusqu'au cœur de l'Etat, jusqu'à la ville de New-York.

Une percée de cette nature coupait en deux l'ensemble des colonies américaines et faisait tomber les mains françaises dans la ville de New-York, le plus beau port naturel de toute la côte américaine de l'Atlantique.

Ce rêve de Vaudreuil, Montcalm ne voulait jamais y souscrire. Le gouverneur eut beau insister, argumenter, réprimander, Montcalm refusa de marcher.

Montcalm avait réussi à lui fournir la nourriture pour les bœufs de la campagne, mais elle ne savait trop comment elle pourrait en trouver davantage dans une colonie aux réserves pratiquement épuisées. Prolonger l'attaque jusqu'au fort Edward, la pousser plus loin, c'était accepter une campagne de plusieurs semaines, de plusieurs mois. Montcalm ne voulait pas le faire sans être certain de la possibilité de nourrir son armée. Or cette certitude était impossible dans les conditions que nous venons de décrire. Mais les difficultés que nous venons d'exposer n'étaient pas les seules qui barraient la route à Montcalm. Les miliciens canadiens devaient être retournés sur leurs fermes le plus tôt possible afin d'assurer les travaux de la récolte. Les garder encore une semaine ou deux, c'était compromettre celle-ci irrémédiablement. Or la colonie était au bord de la famine. Seule la récolte pouvait la sauver d'un hiver épouvantable.

Privée des miliciens canadiens et des troupes indiennes, l'armée de Montcalm se trouvait réduite à la moitié de ses effectifs. Ce qui, en restait, sans nourriture, sans transports, pouvait-il se lancer à la conquête de la riche vallée de l'Hudson? Le général ne le crut pas.



PARIS —

On accorde ici de plus en plus de crédit à la rumeur selon laquelle le duc de Choiseul se verrait bientôt confier le Secrétariat d'Etat de la Marine et de la Guerre. On précise même, qu'en plus de ces nouvelles fonctions, l'homme politique français conserverait la direction du ministère des Affaires Etrangères, ce qui en ferait l'homme fort du royaume. On chuchote, dans plusieurs milieux, qu'en plus de son incontestable compétence,

MADRID —

Après le Portugal, c'est l'Espagne qui menace d'expulser les Jésuites du royaume. Cette mesure s'inscrit dans un vaste plan de réformes que proposent les nouveaux hommes politiques mis en place par le roi Charles III. D'Amérique, Florida Blanca et Campomanes vont en effet entreprendre une série de transformations internes dont on connaît déjà les grandes lignes. Sur le plan religieux et social, abolition de la Compagnie

L'équipe des rédacteurs est composée de Mgr Albert Tessier, M. l'abbé Gilles Boulet, MM. Pierre Gravel, Jacques Lacourtière, Denis Vaugeois. La mise en page est due à M. l'abbé Lévis Martin.

"BORAÉAL EXPRESS"

publié par le Boraéal Express Ltée,
465, rue Bonaventure, Trois-Rivières.

On peut en tout temps se procurer les numéros déjà parus.

Le Ministère des Postes, à Ottawa, a autorisé l'affranchissement en numéraire et l'envoi comme objet de deuxième classe de la présente publication.

Berryer et Montcalm accusent

BIGOT se DÉFEND!

Déjà en 1754, l'intendant Bigot avait dû se rendre à Versailles pour se défendre devant Machault de certaines accusations. A son retour, il changea sa façon de procéder, mais non sa conduite, de telle sorte que l'opinion resta le plus souvent convaincue de sa malhonnêteté. Le Ministre de la Marine, fort de certains renseignements, prévint le fonctionnaire de surveiller sa conduite, lequel rappela son entrevue avec Machault et son regret d'avoir accepté une tâche aussi ingrate. Mais Berryer ne se laissa pas désormais : sa lettre du 29 août de l'an dernier en fait foi.

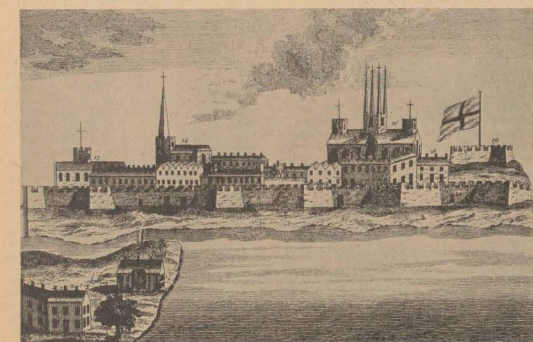
Parmi les témoignages les plus accablants on peut réunir sur Bigot, celui de Montcalm en une place de dossier d'accusé. Enfin il convient d'en tendre la propre version de l'accusé. On lira donc plus l'accusation de Berryer, la réponse de Bigot en date du 25 octobre 1759 et le jugement presque cynique de feu le Marquis de Montcalm.

LES LETTRES RÉVÉLATRICES

Berryer à Bigot

C'est inutilement que vous prétendez justifier par La Voie du commerce Les fortunes qui se sont faites en Canada. Le Commerce est défendu à toutes les personnes en place, elles ne sont proposées que pour le protéger et non pour le faire, même celui qui est le plus légitime, a plus forte raison doivent elles s'abstenir d'un commerce de concussion et de monopole qu'elles auraient dû empêcher de tout leur pouvoir. Depuis trois ou quatre ans y a-t-il en Canada la moindre liberté de commerce qui puisse le rendre légitime? je n'y ai vu par les lettres que j'ay reçues qu'un agiotage continu de denrées et d'effets ou celui qui les vend au Roy ou aux particuliers de la dernière main les vend dix fois plus qu'elles n'ont coûté en France, dans le premier cas quelle infidélité dans l'administration par la dépense énorme qu'on fait faire au Roy? et dans le second quelle concussion à l'égard d'un peuple déjà assez malheureux par la guerre! ainsi il n'est question de l'observation de la loi, mais de la question de la dépense que vous faites en disant que les gentilshommes peuvent faire le commerce en Canada, ce qu'il y a de certain c'est que de quelque manière qu'on envisage celui qui se fait dans cette Colonie depuis la guerre on ne peut le regarder que comme criminel pour tous ceux qui y ont eu part et pour ceux qui l'ont favorisé ou même toléré et surtout pour les personnes employées au service, et il serait bien facile si les chefs de la Colonie en avaient donné la permission ou l'exemple.

Voilà, Monsieur, des articles bien importants de votre administration ou soupçonnés ou négligés ou mal aperçus et bien capables d'exciter vos regrets sur tout ce qui s'est passé jusqu'à présent, vous en êtes suffisamment averti par les lettres que je vous ai écrites cette année je vous exhorte pour la dernière fois à y faire une sérieuse attention parce qu'ils n'échapperaient pas à la mienne.



R. Gault

Montréal, à l'encontre de Québec, n'a pas eu à souffrir le bombardement anglais. Les dommages à la propriété sont donc nuls. Nous reproduisons ci-haut une gravure de Cole, publiée dans le numéro de septembre du "Royal Magazine" de Londres.

Bigot à Berryer

J'étois fort à mon aise, lorsque je suis venu intendant en Canada en 1748, et j'avois un gros argent, je ne puis me dispenser d'avoir l'honneur de vous en faire part, pour vous faire connaître d'où provient mon bien-être, j'en rendis aussi compte à M. de Machault en 1755, depuis mon arrivée mes fonds avoient augmentés très considérablement, jusqu'en 1755, par le commerce, où j'ay été un bonheureux suiveur; mais depuis mon retour en 1755, ils ont doublé par les vins et Eaux de vie, qu'on m'a envoyé annuellement dans la Colonie, pour mon compte. Ces envois ont rapporté des profits immenses, étant toujours arrivés à bon port, par les premiers navires, et sans assurances, et bien loin d'avoir fait tort à Sa Majesté, comme on a voulu le faire entendre je compte au contraire, avoir rendu vers à La Colonie en faisant hâter mes fonds, si je ne l'eusse pas fait, tout y aurait été encore plus cher... Comme j'ay toujours tenu secret ce commerce, à cause de mon État, et qu'on me voyait être en homme riche, j'ay sans doute donné lieu aux Étrangers de penser que j'abusais de ma place, pour gagner du bien... Pour faire connaître à ces Messieurs, ce qui en est, j'ay pris le parti d'envoyer l'envoi de vin et Eau de vie, qu'on a fait pour mon compte cette année et qui m'a produit 600. mille livres de profit et plus attendu qu'on s'arrivait à la passer à Montréal, où le vin et Eau de vie, valent depuis la guerre, des prix extraordinaires, surtout depuis 2. ans, et notamment celuy-ci... Je prie, Monsieur, d'avoir l'honneur de vous faire part de mes affaires, plutôt que de vous laisser le moindre soupçon sur mon compte; je ne sers Sa Majesté que par pur zèle, et non par intérêt, car je dépense à son service, le triple de ce qu'elle me donne, et ce n'est que par cet motif, que je suis revenu en Canada en 1755, et je me flatte, que vous me rendrez la justice que je mérite, tant pour mon travail que pour mes longs services.

Dans son journal

MONTCALM S'INSURGE

On fait mouvoir les blés et farines en poste par défaut de prévoyance.

On fait conduire des blés de Chambly auprès de Québec pour les ramener à Chambly afin de fournir exclusivement le moulin de M. de Maloie, frère de Mme Péan.

On fait acheter par un quidam une prise anglaise sept cent mille livres; huit jours après le Roi la rachète deux millions cent mille livres.

M. le chevalier de Repentigny et de Saint-Sauveur, secrétaire du général, achète pour cinquante mille écus de marchandises, qui, envoyées à la Belle-Rivière doivent produire un million en certificats. On est alarmé pour la Belle-Rivière, on se fait reprendre au Roi avec cent cinquante pour cent de bénéfice. Note. — On avait écrit au commencement de l'hiver n'avoir besoin de rien.

On grossit les forces et les armes pour faire croire à la cour que le munitionnaire nourrit plus de monde.

On dénature les dépenses; on enfille le chapitre de celles des terres; c'est facile. L'ordonnance du préteur suffit pour tout mettre en règle, et quel préteur! Verres en Sicile ou le Marius dont parle Juvénal. Pro-

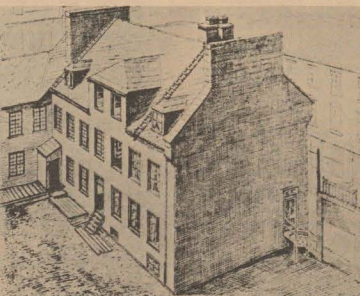
contre le PATRONAGE

Transports de Chambly à Carillon, à Mirabel, coûtent trente sols; mais le Mercier, la Bruyère, son beau-frère, etc., ont part; ce sont les parents et les protégés de Mme Péan.

Les maisons que le Roi loue pour les officiers principaux, prêtent pour enrichir le secrétaire, la sage-femme de Mme Péan, etc. : loyers chers, réparations enfilées ou imaginaires, entretiens sans consulter ceux qui les habitent, représentation inutile, en.

Le ramoneur du Roi, place importante (ci-devant soldat dans Guyenne) comme les autres, est surpris de voir qu'on lui refuse dans la maison du marquis de Montcalm de signer un certificat pour vingt-quatre cheminées ou lieu de douze. Il y a ici un poëlier du Roi. C'est-à-dire un homme qui met les poëles en place et les ôte; un vitrier colleur du Roi. Pourvu que le sacré nom et respectable du Roi soit joint à un titre quelconque, charpentier, forgeron, etc., on est assuré de voir une fortune rapide et de trouver un fripon.

M. Mercier et Péan, entrepreneurs sous des noms supposés, de cajolage, ont eu l'adjudication à quatre cents livres; ils coûtent trente livres.



Maison du munitionnaire Cadeat

vincio vixit ploras! Marius exul bibit ab Braddock se plaignait dans les dépêches des colonies anglaises et n'y avait trouvé que Benjamin Franklin d'honnête homme. Cependant quelle différence dans l'administration! Quel encouragement pour la population, l'agriculture, le commerce! L'autorité y a peut-être trop républicain, ce qui a embarrasé les généraux anglais pour l'activité des opérations militaires. Et, dans nos colonies, elle réside dans deux, quasi dans un seul: (l'intendant); elle est trop arbitraire et despotique et indépendante des règles établies dans la métropole.

On a peine à comprendre l'emploi et la consommation des farines arrivées de France et encore plus les manœuvres pour avoir des grains de l'habitant. On envoie cinq cents quarts qui étoient à Lachine pour la subsistance de Québec en janvier, objet de dépense pour le Roi; et on fait descendre (sic) en mai, sans qu'il soit arrivé de nouvelles farines, trois cents cinquante quarts de Québec à Lachine.

Tout est monopole.

Protégé par l'article 15

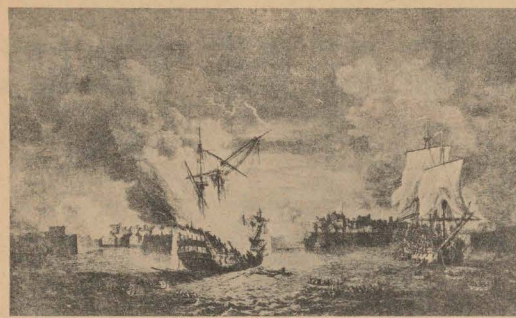
BIGOT RENTRE EN FRANCE

Les articles 14 et 15 de la capitulation de Montréal prévoyant le retour en France de "M. Le Chevalier de Lévis, des Officiers principaux, et Etai Major Général des Troupes de Terre" d'une part, et de M. Bigot d'autre part. Deux vaisseaux étaient destinés aux premiers, tandis que "l'intendant et Sa Suite" s'en voyaient réserver un troisième.

Les deux articles avaient été accordés moyennant la remise "de bonne foy de toutes les Cartes et plans du Pays" et on précisait qu'il serait fait à M. Bigot "les emmagasins Connaissables, pour lui, Et les personnes qu'il Emmenera. Il y Embarguera Egalement Ses papiers, qui ne Seront point Visités, Ses Equipages, Vaiselle, et bagages, et Ceux de Sa Suite". Prévoyant la capitulation de Montréal, l'intendant avait vidé les magasins, distribué à ses employés quelques marchandises "de peu de conséquences" et fait déposer chez les négociants, qui devaient les écarter à son profit, les effets les plus précieux. Enfin, il avait acquis avec son papier les fourrures contenues dans les magasins de l'Etat, qu'il fit charger à destination de la métropole.

Le 21 septembre, soit le lendemain du départ de Vaudreuil, il prenait place à bord de la "Fanny" en compagnie de Mme Péan et de quelques autres gentilles dames. Même avec cette belle compagnie, la traversée fut fort pénible. Secoué par des vents contraires et quelques fortes tempêtes, le vaisseau parvint en route de l'île de Ré le matin du 30 novembre dernier.

Les plaintes répétées de l'intendant au sujet de l'insuffisance de ration n'arrêtaient pas les témoins de parler de la "profusion" qui existait à bord de la "Fanny", comparativement aux autres vaisseaux où les gens d'un rang distingué ne vivaient que de pois et de biscuit.



Le PRUDENT et le BIENFAISANT dans le port de Louisbourg, lors de l'attaque de 1758.

LA CHUTE DE LOUISBOURG, prélude à la défaite

Pour les responsables de la stratégie anglaise en Amérique, prendre Louisbourg, c'était mettre la main sur Québec et tout le Canada. C'est pourquoi tous les plans d'attaque sur la vallée du St-Laurent commencent infailliblement par une attaque contre la puissante forteresse de l'île St-Jean.

En 1758, les forces anglaises qui se présentent devant Louisbourg étoient très imposantes : 23 navires de ligne, 18 frégates, 151 transports de troupes, 12.000 marins commandés par l'amiral Boscawen, 12.000 soldats sous les ordres du général Amherst.

La forteresse ne peut opposer à cette masse d'hommes que treize navires de ligne, 3.500 marins commandés par l'amiral Des Gouttes, 3.000 soldats réguliers, 1.000 miliciens et 500 Indiens. Le reste, pour rétablir l'équilibre de ces deux armées, la puissance des murs de Louisbourg. Or, au moment où le commandant Drouot prend son poste, le 15 août 1754, aucune réparation n'a été effectuée depuis le siège et la prise de la ville en 1745, même si celle-ci a été retournée à la France en 1748.

Drouot ayant demandé à tous ses hommes de se replier sur la ville, les Anglais s'emparent sans coup férir des batteries extérieures et les tournent contre la ville. Après plusieurs tentatives infructueuses, les Anglais réussissent enfin à établir une solide tête de pont près de la forteresse. Com-

LA CHUTE DE NIAGARA ou l'histoire d'un quiproquo

La reddition du fort Niagara, l'année dernière, est, au dire de plusieurs militaires, l'histoire d'un tragique quiproquo.

Le capitaine Pouchot, du régiment de Béarn, avait été envoyé à Niagara comme commandant au mois d'avril 1759. Il avait reçu pour mission, de la part de Vaudreuil, de conduire un fort train de munitions au fort Niagara et de détacher une partie de ses troupes pour essayer de reprendre les forts de la vallée de l'Ohio. C'est avec une garnison ainsi fortement diminuée que le capitaine Pouchot dut faire face à l'offensive puissante du brigadier-général John Prideau qui arrivait dans la région à la tête d'une armée de 5.900 hommes.

Prideau mit le siège devant Niagara le 6 juillet. La place avait été renforcée en bon état de défense par Pouchot qui étoit un ingénieur militaire au moment de son entrée dans l'armée. Bon ingénieur, valeureux soldat, Pouchot n'étoit peut-être pas, cependant, un très bon chef d'armée. A l'arrivée de l'armée anglaise, il envoya des émissaires à Detroit, à Machault, à Michillimackinac, afin qu'on vienne à son aide. Mais plutôt que d'attendre l'arrivée de cette armée de renfort, il tenta une sortie prématurée et inutile qui ne contribua qu'à lui faire perdre plusieurs hommes.

mandés par Wolfe, les Britanniques investissent rapidement la place, l'entourent de tranchées et de mines. Sans arrêt les assaillants bombardent la ville où l'on reçoit jusqu'à 1.200 abus par jour.

Le bombardement détruit tout: murs, maisons, hôpitaux, etc. L'épuisement des commandants fait elle-même le coup de canon jusqu'à trois fois par jour. Drouot étire le siège tant qu'il peut, sachant bien que Louisbourg est la clé du St-Laurent et qu'après longtemps qu'il maintiendra la résistance, la voie de Québec demeure fermée aux Anglais.

Il doit pourtant rendre la place le 26 juillet devant un ultimatum des assiégés. Drouot voulait d'abord refuser et se battre jusqu'au bout. Mais une pétition des civils enfermés dans les casernes depuis le début du siège le décida à plier devant l'ultimatum anglais. Humiliés, les soldats et les officiers des régiments réguliers disent tout haut leur mécontentement. Le régiment de Combrise brise ses mousquets et brûle ses drapeaux plutôt que de les rendre à l'ennemi.

C'était bien la fin, cette fois, pour la grande forteresse de l'île St-Jean. Le Gouverneur français y avait englouti de tranchées à quarante-cinq millions. On a souvent dit que si tout cet argent avait vraiment été employé à la fortification de Louisbourg, la place n'aurait jamais pu être prise d'assaut.

Pendant ce temps les Anglais poussaient les travaux du siège, entourant la place de tranchées qui, de jour en jour, s'approchaient des murs. En dirigeant ces travaux, le commandant anglais est tué d'un éclat d'obus. Sir William Johnson le remplace et continue l'investissement de la place.

Au moment où les troupes de renfort de Pouchot se présentent, celui-ci, plutôt que de faire une sortie de diversion, reste bien tranquille à l'intérieur de ses murs et attend les événements, tandis que les renforts français se font tailler en pièce.

C'est ce quiproquo d'une sortie quand il n'en fallait pas et d'une attente quand il aurait fallu sortir qui empêcha probablement les renforts français de briser le siège.

Laissé à ses propres forces, commandant une garnison de 350 hommes contre un assaillant qui en alignait 4.400, le capitaine Pouchot dut capituler le 25 juillet.

La chute de Niagara fut un dur coup pour nos frontières de l'Ouest et de l'Ohio. Les postes fortifiés de Presqueville, Le Boeuf et Venango, furent être abandonnés et détruits. Il ne restait plus, à l'extrême ouest, que Detroit pour maintenir la défense française.

La victoire de Carillon : une leçon de courage

Un des meilleurs souvenirs que les Français conservent de la guerre qui vient de se terminer est sans contredit l'exploit glorieux de 1758.

Maintenant que la paix est revenue, que les miliciens canadiens sont de retour dans leurs foyers, nous avons pu recueillir tous les détails de ce combat. Nous nous permettons d'en donner un récit synoptique à nos lecteurs.

La puissance des troupes anglo-américaines engagées dans la marche sur les postes français du lac Champlain jeta la consternation en Nouvelle-France. Dirigée par le général Abercromby, une armée de 7.000 soldats réguliers et de 20.000 miliciens américains remonta l'Hudson et se présenta, au début de juillet, à la tête nord du lac George.

Montcalm avait prévu que c'étoit sur la frontière du lac Champlain qu'il fallait prévoir le plus fort de l'attaque de 1757. Installé à Carillon, il y attendit l'armée d'Abercromby. Plutôt que de se servir du fort lui-même, dont les dimensions ne lui auraient pas permis de faire manœuvrer ses troupes, Montcalm préféra fortifier une hauteur, à l'est du fort, vers le centre de la péninsule.

Les vétérans de Carillon s'expliquent mal d'ailleurs le choix de Montcalm. La hauteur où il rangea ses troupes pouvait facilement résister à une attaque de front, même violente. Elle pouvait cependant être assez facilement contournée. Le général français aurait pu aussi laisser une partie de ses forces au poste du portage situé légèrement au sud-ouest de ses positions. Le poste pouvait se défendre assez bien et l'avance l'avance d'Abercromby, Montcalm jugea peut-être plus prudent de se tenir près des murailles de Carillon dont les canons pouvaient prévenir un débordement.

C'est le 8 juillet qu'au lieu l'attaque des retraits français par l'armée anglaise. Abercromby s'y présenta avec tous ses réguliers et la moitié de ses miliciens. Ceux-ci ne prirent d'ailleurs qu'un peu bien infime dans la bataille. Montcalm, derrière ses murs de tranchées, fit tirer à bout portant 3.500 hommes. Le général français, faisant travailler ses soldats nuit et jour, était parvenu à édifier un rempart capable de résister aux attaques. Il avait fait jeter tout le terrain face à celui-ci d'arbres aux branches alignées pour briser l'élan et l'ordre de marche des régiments qui devaient donner l'assaut.

Le 9 juillet, vers le soir, l'attaque des retraits français par l'armée anglaise. Abercromby s'y présenta avec tous ses réguliers et la moitié de ses miliciens. Ceux-ci ne prirent d'ailleurs qu'un peu bien infime dans la bataille. Montcalm, derrière ses murs de tranchées, fit tirer à bout portant 3.500 hommes. Le général français, faisant travailler ses soldats nuit et jour, était parvenu à édifier un rempart capable de résister aux attaques. Il avait fait jeter tout le terrain face à celui-ci d'arbres aux branches alignées pour briser l'élan et l'ordre de marche des régiments qui devaient donner l'assaut.



SIEUR DE COURVILLE LA PRISE DU FORT FRONTENAC LA REVANCHE DES TROUPES ANGLAISES DE CARILLON

Malgré la facilité avec laquelle les Anglais réussirent, la prise du fort Frontenac, en 1758, fut considérée par eux comme un coup de maître. C'est du moins ce que nous pouvons conclure d'une conversation que nous avons eue récemment avec un officier anglais de la garnison de Québec.

C'est le lieutenant-colonel John Bradstreet qui eut, semble-t-il, l'idée de cette attaque contre Frontenac. Tandis que les Français s'attendaient à un retour offensif de la puissante armée d'Abercromby sur Carillon, le général mettait 3.600 hommes à la disposition du lieutenant-colonel pour s'emparer des positions françaises du lac Ontario. L'armée anglaise, qui avait perdu 600 hommes dans les portages, débarqua, le 25 août, sur les rives du lac Ontario, à un mille du fort. Le mouvement de ce corps d'armée était si attendu que Bradstreet trouva le fort presque dénué de garnison. Le commandant du fort, le sieur Pierre-Jacques Payan de Noyan, n'avait sous ses ordres que 110 hommes dont 30 seulement étaient des soldats réguliers.

Face aux 3.600 hommes de Bradstreet, Noyan n'avait vraiment qu'une solution : capituler. C'est ce qu'il fit le 27 au matin. Pour cet officier de carrière, à la fois soldat, poète, savant naturaliste et médecin amateur, capituler sans tirer un coup de feu fut la suprême humiliation. Malgré ses 63 ans et ses infirmités, M. de Noyan était en effet un officier hautement apprécié et capable d'actions militaires héroïques.

La capitulation de Frontenac mit entre les mains anglaises un butin d'une richesse inouïe : 800.000 livres de fourrures et de marchandises de traite, 60 canons, 16 mortiers, 9 bateaux armés, une quantité inestimable de poudre et de vivres. Frontenac servait de plaque tournante aux mouvements des troupes françaises des Grands-Lacs et du Sud-Ouest. Ces pertes considérables affaiblirent énormément les défenses françaises de la frontière ouest.

Le coup de Bradstreet, si facile qu'il devait être dans son dénouement, n'en constituait pas moins un apport précieux à la stratégie anglaise. Il privait les défenses françaises d'une forte proportion de leurs vivres et de leurs munitions, il libérait le lac Ontario de la flotte française et isolait totalement Niagara, principal poste de défense sur cette frontière.



le PROCÈS des JÉSUITES

Le Procès que le monde européen fait actuellement aux membres de la Compagnie de Jésus revêt une telle importance pour l'Eglise, que nous avons décidé de lui consacrer tout l'espace réservé aux nouvelles religieuses. L'un de nos éditorialistes essaie de deviner jusqu'où ira la persécution. D'autres reporters font le point de la situation au Portugal, à Paris et à Rome.

Est-ce la fin des Jésuites ?

Le Portugal, après dix ans d'une lutte systématique, a définitivement mis fin à l'existence des Jésuites dans tous les territoires qu'il domine. La suppression de cet Ordre qui gêne constamment les ennemis de l'Eglise, qui attaque sans cesse l'immoralité et l'incrédulité, a satisfait tous les Portugais dont les mœurs et l'esprit trouvaient dans les membres de la Compagnie de Jésus des censeurs implacables. Elle a résolu du même coup tous les Européens qui se sentent brimés par la morale et la doctrine catholiques.

La joie des philosophes et des libéraux est telle qu'on se demande en plusieurs milieux si leur influence ne sera pas assez forte pour amener la suppression de la Compagnie de Jésus dans plusieurs royaumes. Tous les arguments sont bons contre elle et on ne se gêne pas actuellement pour les faire circuler. On accuse les Pères de commerce indu, d'ingérence dans la politique, de complots, d'immoralité, etc.

Une seule chose est constante dans la lutte entreprise, c'est la personnalité de

ceux ou de celles qui accusent les Jésuites. Ce sont toujours des incrédules, des philosophes sceptiques ou des gens aux mœurs dissolues.

Mais l'influence de ces personnes sur les dirigeants de plusieurs Etats est si forte qu'on croit en plusieurs milieux que l'exemple du Portugal est à la veille d'être suivi par d'autres nations d'Europe.

On aurait cru un moment que l'influence du Pape serait assez forte pour empêcher le courant de se répandre, mais déjà on se rend compte que l'élan donné est trop fort et que rien ne semble plus capable de mettre un frein au mouvement amorcé par le Portugal.

Serait-ce la fin des Jésuites ? Depuis deux cents ans qu'ils se dévouent au service de l'Eglise, les Pères en étaient venus, dans l'esprit des chrétiens, à s'identifier à la vie de celle-ci, à ses luttes, à ses difficultés, à ses victoires, à son histoire. L'Eglise sans les Jésuites ne serait plus tout-à-fait la même aux yeux de bien des chrétiens.



L'abolition de l'Ordre

À Rome : immense tristesse

(Rome). — Le procès des Jésuites domine actuellement toutes les autres affaires de l'Eglise et le sentiment général, à la cour pontificale, est celui d'une immense tristesse devant les événements qui se déroulent.

Clement XIII, le Pontife régnant, n'a pas la forte personnalité de son prédécesseur, Benoît XIV. Il tente de faire face à la menace qu'il se voit venir de partout à la fois, mais il est littéralement submergé par le flot de haine qui déferle sur la Compagnie de Jésus.

Le Pape est convaincu de la fausseté des accusations qu'on porte contre les disciples de saint Ignace. Il sait que la majorité d'entre elles sont inventées de toutes pièces.

C'est justement cette certitude de lutter contre des adversaires qui n'ont aucun souci de justice qui empêche le Pape de jouer son rôle comme il le voudrait. Que réserve l'avenir ? Tout le monde ici se la demande avec anxiété.

L'AFFAIRE DU SIÈCLE



Cabinet des Estampes

Depuis quelques années, les pamphlets contre les Jésuites se sont multipliés, tous plus méchants les uns que les autres. Une satire sur la coutume des pères circule depuis peu. Quelques vers permettent au lecteur d'apprécier le ton de l'ouvrage.

"Fourbes, traîtres, méchants, barbares, séducteurs... Eternels ennemis des suprêmes puissances Ils mirent dans le trouble toutes leurs espérances"

Au Portugal

Tout est fini !

En France

Suivra-t-on l'exemple portugais ?

(Lisbonne) — L'histoire des Jésuites portugais est désormais une histoire du passé. Les ennemis de la Compagnie de Jésus ont triomphé sur toute la ligne et le royaume du Portugal ainsi que ses colonies peuvent aujourd'hui affirmer qu'il ne reste plus de disciples de saint Ignace dans leurs limites.

Le grand vainqueur de la lutte est sans contredit le marquis de Pombal. C'est lui en effet qui, depuis dix ans, s'est acharné contre la Compagnie de Jésus. Le marquis, premier ministre du faible Emmanuel Ier, a toujours été un ennemi irréductible des Jésuites. En 1750 déjà, il les accusait d'inciter à la révolte les Indiens du Paraguay.

Il prétendit ensuite que les Pères organisaient des républiques secrètes et qu'ils voulaient étendre leur empire sur toute l'Amérique du Sud. Appuyé sur ces accusations qu'il ne prit pas la peine de prouver, le marquis de Pombal fit transporter tous les Jésuites des colonies dans la Métropole où il les mit au cachot.

Le marquis trouva un appui précieux dans la personne du cardinal Saldanha, son protégé, vicaire papal de la Compagnie. Outrepasant son mandat, le cardinal s'empressa de publier un édit contre les Jésuites, les fit interdire par le Patriarche de Lisbonne.

L'offaite atteignit son point culminant l'an dernier quand un complot mit en danger la vie du roi du Portugal. Le premier ministre accusa immédiatement les Jésuites d'être les instigateurs de la machination. On passa tout de go du procès à la sentence. Les biens des Jésuites furent confisqués, les pères furent exilés et jetés sur les côtes de l'Etat pontifical. Enfin, on fit périr au bûcher sous prétexte d'hérésie, un vieillard de soixante-douze ans, le Père Molyard.

Tous les Portugais qui sont restés croyants sincères s'élèvent contre cette persécution, mais n'ont pas le dire tout haut par crainte du tout puissant ministre.

L'ÉGLISE CANADIENNE en DEUIL

Le 8 juin dernier, Monseigneur de Pontbriand est décédé à Montréal, chez les Sulpiciens où il s'était réfugié après la prise de la ville épiscopale. Sa Grandeur a soutenu de son mieux, jusqu'à sa mort, le moral d'une population qui voit tout s'écrouler autour d'elle.

Le prélat était âgé de 51 ans. Il avait servi l'Eglise canadienne durant 19 années. Arrivé au pays au moment où s'achevait une période troublée, assombrie par de regrettables conflits d'autorité, il s'employa énergiquement à tout remettre en marche. Son administration a été marquée de réalisations nombreuses et salutaires. L'histoire lui réservera une place de choix, aux côtés des deux grands évêques qui furent NN. SS. de Laval et de Saint-Vallier.

Le défunt sera universellement regretté. Les tragiques événements que nous vivons donnent à sa mort une douloureuse signification.

On INTERDIT LA MONNAIE DE CARTE

Québec. — James Murray a donné un coup mortel à la monnaie de carte. Vaudreuil et Bigot, au cours du mois de juin, avaient annoncé que la monnaie de carte émise en 1759 serait remboursée dix-huit mois après la signature de la paix, au rythme de six millions par année. Il faudrait alors compter une vingtaine d'années avant que toute la monnaie émise depuis '57 soit remboursée. Devant la tournure des événements, la situation financière de plusieurs laisse à désirer. Actuellement, l'usage de cette monnaie est interdite dans toute la colonie.

Le gouverneur de Québec a lancé, le 25 novembre de l'année dernière, une campagne d'emprunt public. Il a invité ceux qui avaient de l'argent à le remettre aux autorités en retour d'un billet promissoire. Ces

billets sont payables à six mois de la date de la signature et portent intérêt au taux de cinq pour cent. L'intérêt est payé par six mois, même si le remboursement, conditionné par l'arrivée de fonds anglais, est effectué avant la date d'expiration.

Afin d'encourager les souscripteurs, on enverra leurs noms en Angleterre. Actuellement, la monnaie en espèces sonnantes est assez courante pour que le gouvernement n'ait plus besoin de faire appel au public.

Les nouvelles monnaies introduites sur le marché, vu que présentement tout doit être payé en espèces sonnantes, présentent pour plusieurs Canadiens des difficultés considérables. Voici donc le tableau de conversions en retour d'un billet promissoire. Ces

monnaies d'York 48 livres (France) 6 " 3 " 1 livre, 10 sols

Après la capitulation de Québec, l'an dernier, Mgr de Pontbriand dut se transporter à Montréal. Il y arriva le 1er octobre, en compagnie de M. de Vaudreuil. Dans un mémoire au ministre, il expose la situation désespérée de la Nouvelle-France. Ce texte porte la date du 5 novembre 1759. Est-il parvenu à la Cour ? Nous en doutons. Le vénérable prélat peint la situation sous des couleurs très sombres, comme en témoignent les passages suivants :

"Québec a été bombardé et canoné pendant l'espace de deux mois; cent quatre-vingts maisons ont été incendiées par des pots-de-feu; toutes les autres criblées par le canon et par les bombes. Les murs, de six pieds d'épaisseur, n'ont pas résisté; les voûtes, dans lesquelles les particuliers avaient mis leurs effets, ont été brûlées, écroulées, et sifflées, pendant et après la prise."

"L'église cathédrale a été entièrement consumée. Dans le séminaire, il ne reste de logeable que la cuisine, où se retire le curé de Québec avec son vicaire. L'église de la basse-ville est entièrement détruite, celles des Recollets, des Jésuites et du Séminaire sont hors d'état de servir, sans de très grosses réparations. Il n'y a que celle des Ursulines où l'on peut faire l'office avec quelque décence."

"Toute la côte de Beauport et l'île d'Orléans ont été détruites avant la fin du siège; les granges, les maisons des habitants, les presbytères ont été incendiés; les bestiaux qu'il restait, enlevés. Les églises, au nombre de dix, ont été conservées; mais les

Mgr de Pontbriand défend M. de Vaudreuil

Dans son mandement du 28 octobre de l'année dernière, Mgr de Québec a pris la défense de monsieur de Vaudreuil en ces termes :

"On a raisonné ici beaucoup sur les événements qui sont arrivés; on condamne facilement. Je les ai suivis de près, n'ayant jamais été éloigné de M. de Vaudreuil de plus d'une lieue; je ne puis m'empêcher de dire qu'on a un tort infini de lui attribuer nos malheurs. Quoique cette matière ne soit pas de mon ressort, je me flatte que vous ne désapprouverez pas un témoignage que la seule vérité me fait rendre."

Ce témoignage autorisé et désintéressé est à retenir.

POUR MONTRÉAL

UNE SEULE ISSUE : LA CAPITULATION !

Les mois de juin, juillet et août, ont vu s'effriter rapidement les dernières possibilités de résistance de la Nouvelle-France. Tandis que les sauvages se rangeaient du côté du plus fort, les soldats désertaient, les officiers semaient le défilisme et les miliciens s'esquivaient.

Murray pour sa part entreprit de faire incendier les habitations des miliciens fidèles à l'armée, alors que Bourlamaque punissait de la même façon les déserteurs.

Au début de septembre, les troupes françaises s'étaient vues contraintes, les unes après les autres, de gagner l'île de Montréal, dernier bastion de résistance. En tout, plus de 18,000 hommes encerclèrent la ville, défendue par quelque 3,000 combattants et protégée par une simple "chemise de pierres".

En l'espace de deux jours, soit les six et sept septembre, Murray, Haviland et Amherst firent prendre position à leurs troupes aux approches de la place.

A l'est, se trouvaient les troupes venues de Québec, soit quelque 3,800 réguliers munis d'une "artillerie prodigieuse" de 105 pièces. De côté de Longueuil, le colonel William Haviland installait ses 3,400 hommes descendus du Lac Champlain en refoulant les troupes commandées à l'île-aux-Œufs par Bougainville, et du fort Saint-Jean par Rouquemaure. Enfin, au pied de la montagne, les 11,000 hommes venus d'Oswego sous la conduite d'Amherst attendaient le signal du combat.

Devant pareille situation, Vaudreuil convoca, dès le 6 septembre au soir, un conseil de guerre auquel assistaient Bigot et Lévis, les deux responsables du commandement et des troupes. A l'unanimité, le groupe conclut à la nécessité d'une capitulation dont on rédigea aussitôt les termes. Le lendemain, Bougainville se présentait chez Amherst qui accepta la plupart des articles de la capitulation, tout en refusant d'accorder aux troupes les honneurs de la guerre.

Ce voyant, Lévis et quelques-uns de ses officiers protestèrent et préférèrent brûler les drapeaux plutôt que de les rendre à l'ennemi. Vaudreuil pour sa part préférait cette forme de reddition à un massacre inutile. Le 8 septembre, il signa le texte de la capitulation. Le même jour, le colonel Haldimand prenait possession de Montréal. Trois jours plus tard, le général Amherst était l'hôte d'honneur de l'ex-gouverneur Pierre de Caen de Vaudreuil. Pour la Nouvelle-France une guerre atroce prenait fin dans l'incertitude du lendemain.

Lors de la Prise de William-Henry : MASSACRE de PRISONNIERS ANGLAIS

Depuis trois ans, les habitants des colonies américaines ne cessent de rappeler à tout instant le massacre des prisonniers anglais par les Indiens de l'armée de Montcalm au lendemain de la prise de William-Henry. Le sujet revient souvent dans les conversations des Anglo-Américains qui font partie des troupes d'occupation aussi bien que dans la bouche de tous ceux qui les accompagnent : commerçants, commis aux vivres, etc.

Imbus des idées et des renseignements fournis à l'époque de ces événements par la presse américaine, les occupants ne gênent pas pour raconter des histoires invraisemblables où le nombre des victimes est multiplié par dix et où les Canadiens et les Français jouent un rôle bien peu reluisant.

Le BORAÉAL EXPRESS a trouvé bon de profiter du séjour parmi nous des Anglo-Américains pour mener sur le sujet une enquête complète et impartiale. Voici ce que nous sommes en mesure d'affirmer à la suite de cette enquête.

1 — Le massacre lui-même; il est exact que le lendemain de la victoire des troupes françaises à William-Henry, soit le 10 août 1757, les Indiens faisant partie des forces de Montcalm se sont emparés des prisonniers anglais avec l'intention évidente de torturer et de massacrer la majorité d'entre eux.

2 — Le nombre des prisonniers massacrés: un certain nombre des prisonniers tombés entre les mains des Indiens furent massacrés. Mais le nombre de ceux-ci ne dépasse pas la cinquantaine. Les Indiens s'étaient emparés d'environ 600 prisonniers anglais, mais ils ne purent mener jusqu'au bout le massacre de ceux-ci. 450 d'entre eux leur furent enlevés des mains par les officiers français.

3 — La responsabilité des Français: il a clairement été démontré que les officiers français n'ont eu aucune part au massacre de William-Henry. Cet acte de barbarie est entièrement dû aux Indiens qui, rendus ivres par la fièvre de la victoire et par l'alcool, devinrent complètement hors de contrôle. Bien plus, à l'annonce de ce qui se passait, les principaux officiers français, Montcalm en tête, se précipitèrent au milieu des Indiens pour arrêter le massacre et sauver les prisonniers. La chose était extrêmement difficile et dangereuse. Rendus fous et grisés par l'odeur du sang, les Indiens n'écoutaient strictement personne. C'est Montcalm lui-même qui, finalement, parvint à les arrêter en leur criant de le massacrer lui-même avec les prisonniers, qu'il préférait mourir plutôt que de survivre à cette abomination.

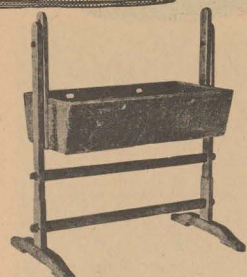
4 — La responsabilité des Indiens: les Indiens doivent porter seuls la responsabilité du massacre de William-Henry. Il faut cependant comprendre qu'en agissant ainsi, ils se soumettaient simplement aux traditions séculaires de leur peuple. De plus, les An-



B.N.E.

colle et Bricole

Un berceau
différent
pour
le petit frère
qui vient...



Musée National du Canada

In Palaray

Tous nos lecteurs connaissent les berceaux traditionnels de nos maisons; solidement posé sur ses quatre chateaux, le ber est surmonté de quatre quenouilles qui permettent facilement de le faire bercer.

Ce que nous vous proposons aujourd'hui est entièrement différent. Le berceau suspendu est très rare chez nous. En fabriquer un donnerait un cachet d'originalité à votre demeure.

Celui que nous vous suggérons est suspendu à deux montants bien plantés par tenons et mortaises dans deux pieds en trapèze. Les montants sont solidement fixés l'un à l'autre par deux traverses chevillées.

La "voile" est fixée aux montants par deux autres montants qui lui permettent de bercer. Quatre ouvertures pratiquées de chaque côté permettent d'attacher une corde au berceau et de bercer l'enfant sans quitter le lit.

Le pin demeure encore le bois le plus facile à utiliser. L'ensemble aura quatre pieds de haut, 2 pieds de long et un pied et demi de large.

La COURTOISIE n'est pas MORTE

Québec (DNC) — Les échanges de lettres et de cadeaux effectués par les généraux ennemis, Lévis et Murray, peu de temps après la bataille de Sainte-Foy, nous prouvent que les belligérants modernes savent encore se comporter en gentilshommes.

Ainsi, trois jours à peine après sa victoire, Lévis demanda à Murray de lui envoyer trois ou quatre barriques de vin pour les blessés anglais qu'il garde en captivité. Murray s'empressa courtoisement de satisfaire à cette

demande et il sollicite en retour de la part de chacun quette avec anxiété l'arrivée prochaine de secours. Seront-ils français ou anglais? Les deux camps gardent confiance.

Le 4 mai, Murray fait remettre à Lévis un fromage de Chester. Le même jour, le général français adresse ses compliments à Murray en les accompagnant de perdrix et de bécassines.

Ces échanges amicaux se poursuivent, pendant que chacun guette avec anxiété l'arrivée prochaine de secours. Seront-ils français ou anglais? Les deux camps gardent confiance.

Le 10 mai, Murray envoie des gazettes à son collègue ennemi: "J'ai l'honneur de vous envoyer les gazettes qui sont arrivées en dernier lieu; avez la bonté de les rendre quand vous en aurez fait la lecture." Lévis lui renvoie accompagnées de ces compliments: "J'ai l'honneur de vous remercier des gazettes que vous avez bien voulu me faire passer et que je vous envoie. Je crois que vous avez été aussi surpris que moi qu'on n'y fasse aucune mention de ce continent; l'après dans peu être à même de vous en envoyer de plus intéressantes."

Les bateaux qui auraient pu emporter ces gazettes plus intéressantes ne se présentent pas à Québec au printemps dernier! Damage pour Lévis et pour la Nouvelle-France.

Les cochons français
supérieurs
aux cochons anglais

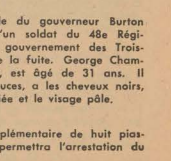
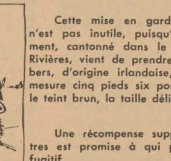
S'il faut en croire M. de Bougainville, les cochons français sont supérieurs en qualité aux cochons anglais. Celui-ci affirme expressément dans le rapport qu'il fit des vivres pris à l'ennemi lors de la chute de William-Henry.

M. de Bougainville attribue cette supériorité au fait que les cochons français sont engraisés dans des porcheries ou dans des pâturages tandis que les cochons anglais sont engraisés dans les bois.

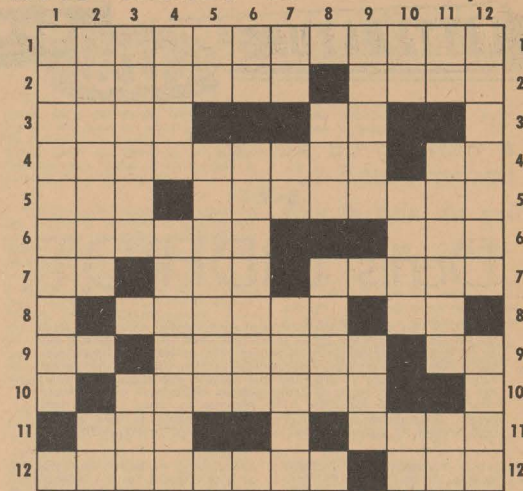
Pourquoi, aussi bien, les cochons n'ont-ils pas fait la guerre? Qui sait? Ils auraient peut-être fait tourner le vent à l'avantage en jouant de tout le poids de leur supériorité.

PEE
WEE

dans
de la
pluie



MOTS CROISÉS du Boréal - Express



HORIZONTAL —
1—Se dit du régime social sous lequel nous vivons (masc. pl.).
2—On y rétablit l'équilibre européen, après une guerre de douze ans, à la satisfaction de l'Angleterre et au grand dépit de l'Autriche.
3—Il arriva en Floride, le jour de la Quasimodo, en 1513. Complète souvent une date (abr. lat.).
4—Marchand et marin breton, vint au Canada, mort en 1630. — Entouré de terre, de trois côtés (phonétiquement).
5—Pas ailleurs. — Serviteur des Anglais ou des Français, coureur de bois ou aventurier, traître ou imcompris.
6—Histoire romaine de Mlle de Scudéry. — Colère.
7—C'est-à-dire (abr. lat.). — Ordre religieux (abr.). — Enduisez d'un corps gras.
8—Non de famille répandu au Canada. — Voyelles qui se suivent (inv.).
9—Négation. — Ecivain hollandais auteur de Joseph vendu par ses frères, né à Cologne en 1587, mort à Amsterdam en 1679. — Article.
10—Un roi vient d'y mourir.
11—C'est le quinzième que nous avons

du même nom. — Chinolierie impériale qui s'est achevée en 1644.
12—Compagnon de Dillard. — En vin mais non pas en vain.

VERTICAL —
1—Ils considèrent M. Jean-Jacques Olier comme leur père spirituel.
2—Métal précieux (inversé).
3—Pas très sérieux. — Pas toujours synonyme de justice.
4—La Fontaine en parle pour signifier la famille des souris. — Il a remplacé Colbert.
5—Consonnes de nœc. — On en parle comme d'un vaisseau-fantôme.
6—Exclamation. — Historien français, conseiller au parlement de Bordeaux, (1540-1602).
7—Dans la gamme. — "L'an de grâce" (en latin). — Difficile (désord.).
8—Préfixe de ce qui a rapport aux oeufs. — Issu de rien.
9—La aussi on se bat présentement.
10—Consonnes d'une ville connue pour ses sorcières (en désordre).
11—Possède. — Quant on parle au roi. — Lui.
12—Animé (inversé). — Votre journal préféré. — Négation.
13—Cardinal et ministre espagnol (1436-1517). — Il y en a peu parmi nous. . .

TOUS LES SOLDATS ANGLAIS N'AIMENT PAS LA VIE MILITAIRE

Les Trois-Rivières. — Le Colonel d'infanterie Ralph Burton, gouverneur des Trois-Rivières, a cru nécessaire, le 11 octobre dernier, d'avertir la population de son gouvernement de ne pas venir en aide aux soldats déserteurs. "Nous défendons expressément à tous Canadiens et habitants de notre Gouvernement des Trois-Rivières de tel rang et condition qu'ils soient, de retirer chez eux ou de favoriser dans leur fuite, aucun déserteur, soit matelot ou soldat, et leur ordonnons d'enjoindre d'enjoindre de faire arrêter tout soldat, matelot ou autre engagé au service de Sa Majesté, qu'ils trouveront courant les côtes, ou séjournant dans les différentes paroisses de ce Gouvernement, ou qu'ils auront lieu de soupçonner, ou de regarder comme vagabonds et déserteurs, lesquels il leur est ordonné de mener à leur capitaine de milice, qui les fera conduire sous main forte en présence de l'officier commandant les troupes anglaises, ou l'endroit le plus voisin où il s'en trouvera qui aura l'ordre de les envoyer au Quartier Général".

Cette mise en garde du gouverneur Burton n'est pas inutile, puisqu'un soldat du 48e Régiment, cantonné dans le gouvernement des Trois-Rivières, vient de prendre la fuite. George Chambers, d'origine irlandaise, est âgé de 31 ans. Il mesure cinq pieds six pouces, a les cheveux noirs, le teint brun, la taille déliée et le visage pâle.

Une récompense supplémentaire de huit piastres est promise à qui permettra l'arrestation du fugitif.

GOUVERNEMENT DES TROIS-RIVIÈRES

Lorsqu'une capitale n'est pas la plus importante

Les Trois-Rivières — Il semble y avoir quelque chose de tragique dans la destinée de la ville des Trois-Rivières. Fondée depuis 126 ans, cette ville ne comprend actuellement que 586 habitants, alors que Machiche en compte presque autant, soit 586. L'année dernière devant l'immensité du danger, les autorités de Québec ont recommandé le transport aux Trois-Rivières des malades et des PEUREUX. Que la ville établie par LaViolette serve de refuge aux malades, passe; mais que l'on considère l'endroit comme le paradis des peureux, il y a là matière à insulte. Lorsque les armées anglaises ont remonté le fleuve, elles ont même pas daigné s'arrêter aux Trois-Rivières.

Au cours des derniers mois, le gouverneur Burton a fait procéder à un recensement de la population et de leurs biens. Nous donnons le tableau des résultats :

	habitants	maisons	acres concédées	acres en culture	chevaux	bêtes à cornes	moutons
Ste-Anne de la Pérade	528	101	8487	1950	130	252	208
Batiscan	189	38	4033	1482	46	127	38
Rivière Batiscan	514	100	3500	500	107	240	25
Champlain	216	50	—	—	80	175	10
Cap-de-la-Madeleine	160	33	2100	600	41	142	19
Trois-Rivières et banlieue	586	110	5830	1339	80	210	50
Pointe-du-Lac	178	34	2780	280	20	50	12
Machiche	566	103	9800	1800	90	250	70
Rivière-du-Loup	414	116	6200	1200	90	160	20
Maskinongé	331	67	4250	550	50	150	25
Yamaska	483	117	9300	1300	120	380	150
Saint-François	319	59	2600	1100	60	180	40
Baie-du-Febvre	279	57	6000	1000	50	200	80
Nicolet	268	59	9200	1200	60	210	80
Bécancour	353	73	3400	400	40	200	20
Gentilly	164	26	5800	200	24	60	17
Saint-Pierre-les-Becquets	250	41	3900	400	35	120	30

LIGNERIS POUVAIT-IL SAUVER le FORT DU QUESNE?

Certains des miliciens qui ont servi sur les frontières de l'Ouest prétendent que le commandant de Ligneris aurait pu sauver le fort Du Quesne, en 1758, si, au lieu de se replier, il avait décidé de soutenir l'assaut des armées anglaises.

La plupart des anciens soldats de Ligneris, cependant, protestent hautement contre cette affirmation. Ils soutiennent que cette critique de l'héroïque capitaine décède l'an dernier est de la dernière injustice. Il semble difficile, d'ailleurs, de les contredire.

Quand le brigadier-général Forbes se mit en marche pour attaquer les Français de la vallée de l'Ohio, il commandait une armée de 5,728 hommes. Parti en avril, Forbes rencontra mille difficultés en chemin. La garnison de Du Quesne, forte de 1,200 hommes, ne pouvait espérer résister longtemps à pareil assaillant. Le retard de Forbes permit aux Français d'espérer. Ce n'est qu'en septembre qu'il prit les premières initiatives. Il se trouvait encore à cinquante milles à l'est de Du Quesne, lorsqu'il envoya le major Grant, à la tête d'un détachement de 800 hommes, pour aller en découvrir sonder

Une anglaise supérieure des Ursulines

Québec (DNC) — Les Ursulines de Québec se sont données, au cours de ce mois de décembre, une nouvelle supérieure. Chose surprenante, "une singulière coïncidence", pour employer les mots mêmes d'une religieuse, c'est une Anglaise qui a été choisie. Esther Wheelwright, Mère de l'Enfant-Jésus, vient en effet d'accéder à ce poste élevé.

Mère de l'Enfant-Jésus fut soustraite à sa famille habitant la Nouvelle-Angleterre, alors qu'elle n'était âgée que de cinq à six ans. L'éducation qu'elle a reçue est toute française. Mais cette nomination plaira certainement au gouverneur Murray.

les défenses de l'adversaire. Grant fut tué en pièces par une troupe de Canadiens et d'Indiens sortis à sa rencontre.

Malgré ce succès, malgré une autre sortie victorieuse réussie le 12 octobre, le commandant de Ligneris comprenait que la situation était désespérée. Il ne lui restait, le 19 octobre, des vivres que pour 18 jours. Il décida alors d'éviter une capitulation trop coûteuse. Il renvoya les miliciens canadiens chez eux et dispersa ses réguliers aux forts de Détroit et des Illinois. Il ne conserva avec lui qu'une force de 200 soldats.

Les Anglais, de leur côté, se trouvaient dans une situation qu'ils jugeaient critique. L'hiver approchait et ils ne s'étaient pas encore emparés de la forteresse. Ils devaient pourtant songer au retour s'ils ne voulaient pas se faire bloquer par les neiges.

Forbes décida de donner un dernier coup. A la fin de novembre, il lança 2,500 hommes et de l'artillerie contre le fort. De Ligneris décida d'évacuer. Il mit ses armes et ses munitions sur des bateaux et les fit expédier au fort des Illinois. Il garda 100 hommes avec lui. Le 24 novembre, il faisait sauter la forteresse et se repliait sur le fort Machiche. Le 25, Forbes, gravement malade, se faisait transporter en litière au cœur des ruines fumantes. C'était la fin du meilleur point défensif que possédait les Français dans l'Ohio.

A la lumière de ces faits, peut-on accuser le commandant de Ligneris de faiblesse et de manque de discernement? Nous savons aujourd'hui que les Anglais étaient hésitants. Mais de Ligneris l'ignorait. Face à une armée cinq fois plus forte que sa garnison, menaçant de vivre, que pouvait-il faire? Éviter que ses hommes, ses munitions, sa forteresse ne tombent entre les mains de l'ennemi. Ceci il l'a fait. Et avec une intelligence, une audace, qu'on ne rencontre pas souvent.

AVENIR DU CLERGÉ D'ORIGINE FRANÇAISE

Québec. — Même si la guerre n'est pas terminée entre les deux métropoles et que le sort de la Nouvelle-France ne semble pas scellé d'une façon définitive, on peut se poser la question suivante: quelle sera l'attitude des autorités anglaises en face des 81 membres du clergé qui ne sont pas nés au pays? En effet, 50% du clergé est d'origine européenne; pour la plupart, française.

Les 5 Messieurs du Séminaire de Québec, les Jésuites et les 30 Sulpiciens que compte la colonie sont TOUS européens. Aucun Canadien dans leur rang. D'ailleurs, les autorités de ces sociétés ont montré bien peu d'intérêt, pour ne pas dire plus, vis-à-vis un recrutement possible au Canada. Advenant une cession définitive du pays, il se peut fort bien que ces membres du clergé soient obligés de partir.

Chez les Récollets, 17 sur 24 sont Canadiens, mais le supérieur, le Père Emmanuel Crespel, est Français. 58 des 73 prêtres séculiers sont eux aussi Canadiens. Sur les 6 chanoines qui vivent au pays, 5 sont d'origine néo-française. Mais les postes les plus élevés sont, presque tous entre les mains de sujets français.

Sinistre présage ÉMEUTE DE FEMMES À QUÉBEC

Québec. — "Nous pourrions périr par le manque de vivre, sans tirer un coup de fusil". Voilà ce qu'affirmait le marquis de Montcalm, le 12 avril de l'année dernière. Pour plusieurs, les misères actuelles sont moins fortes que celles subies sous Bigot.

L'année dernière fut terrible pour les habitants de la Nouvelle-France, en particulier pour ceux du gouvernement de Québec. Le 2 janvier de cette année-là, 400 femmes en colère ont marché sur l'Intendance. L'intendant Bigot avait décidé, en guise de cadeau du jour de l'an, de réduire la population à une ration quotidienne d'un quartier de pain. Les murmures du peuple ont forcé Bigot à accorder la ration d'une demi-livre. Le cheval, alors, avait remplacé le bœuf au menu.

A cause de la famine de plus en plus forte, une partie de la population était obligée de se nourrir de racines bouillies. Et ce sont ces mêmes personnes qui, le ventre à moitié vide, ont dû défendre la colonie!

NOUVELLE RÉGLEMENTATION CONCERNANT LES CHARRIERS

Montréal. — Les autorités militaires du gouvernement de Montréal ont décidé de remédier à la situation créée par la mauvaise volonté de certains charretiers. Certains propriétaires de voitures refusant des courses sous prétexte que le lieu de destination était trop éloigné ou que leurs voitures étaient trop petites.

Le général Gogo, par une ordonnance en date du 30 décembre, fixe le prix des voyages. Pour toutes courses faites par un harnois-trainé ou par une autre voiture avec un charretier et deux chevaux, s'est à l'intérieur des limites de la ville: 9 sols (monnaie de la Nouvelle York); pour les courses dans les faubourgs, si moins d'un mille anglais: 1 chelin; les courses d'une lieue seront payées 2 chelins. Pour une journée ou la distance n'excédant pas cinq lieues: 10 chelins. Les prix ainsi fixés constituent le tarif maximum qu'un charretier peut légalement exiger.

Les certificats fournis devront spécifier le point de départ et le point d'arrivée.

En Angleterre

ON PREND LES ÉLECTEURS PAR LE VENTRE

Dans plusieurs pays d'Europe, on admire sincèrement la valeur du Parlement britannique que l'on considère comme un miroir de stabilité politique et de paix intérieure. Pourtant, à Londres même, plusieurs hommes publics s'inquiètent grandement des moyens qu'on emploie pour assurer cette stabilité politique. Il faut reconnaître que cette inquiétude est fondée et pour s'en convaincre, il suffit de voir le degré de corruption qu'on atteint les politiciens anglais. Ce système de marchandage d'influence s'articule sur deux piliers différents qui se complètent et assurent à ceux qui le pratiquent cette "stabilité" qu'on montre en exemple aux étrangers. La première opération consiste à refuser systématiquement une redistribution des sièges électoraux qui assurerait une représentation équitable à des régions et à des classes sociales qui se sont récemment développées. Une fois tenus à l'écart



Hogarth

Le banquet des électeurs

de nouveaux électeurs qu'on ne saurait pas "contrôler", on règle la question des élections et des votes au Parlement. En période électorale, tout électeur un peu "compréhensif" peut obtenir des avantages matériels importants, tels des banquets, des privilèges fiscaux et des immunités judiciaires, s'il accepte de voter pour le "bon candidat", c'est-à-dire pour celui du parti au pouvoir. Après l'élection, les membres du Gouvernement doivent s'assurer la collaboration et la fidélité des parlementaires et pour y arriver, ils achètent littéralement les votes qui leur sont accordés. On a même installé à l'arrière de la Chambre un guichet où peuvent se faire payer les députés qui ont "fait leur devoir". Voilà une partie du secret de la stabilité politique anglaise et surtout, voilà le système auquel le nouveau roi va se heurter, si par hasard il se met en tête de vouloir gouverner.

SCIENCES TECHNIQUES ET

MILICIENS ou RÉGULIERS QUELS SONT LES MEILLEURS SOLDATS ?

La guerre qui vient de se terminer entre les colonies anglaises et françaises d'Amérique a constamment permis aux troupes formées de soldats réguliers de combattre en compagnie des miliciens.

Chez les Anglois comme chez les Français, l'accord était toujours extrêmement difficile à maintenir entre les deux groupes de soldats. Soldats d'Europe, les réguliers arrivaient directement d'Europe. Ils sont imbus de leur supériorité sur de simples colons vivant au milieu des bois. Ils ont l'expérience de la guerre qu'ils font constamment depuis plusieurs années et ils la connaissent comme un bon artisan connaît son métier.

Les miliciens sont tous des colons. Cultivateurs ou petits bourgeois, ils ne font la guerre que comme une nécessité et n'en connaissent pas les rouages comme c'est le cas des professionnels. Sentant la supériorité des réguliers en ce domaine, ils développent un réflexe de défense qui se traduit par une fierté hautaine et une certaine indiscipline difficile à briser.

Les réguliers, d'ailleurs, ont de la difficulté à adapter leur science et leur expérience à la nature sauvage de l'Amérique. Habités aux vastes espaces déserts des pays d'Europe, ils connaissent parfaitement les règles de la guerre de mouvement et de position où deux armées habilement manœuvrées utilisent au maximum leur mobilité et leur force numérique dans l'attaque comme dans la défense.

Or ces règles ne jouent plus, la plupart du temps, dans les combats qui se déroulent en Amérique. La majeure partie de ceux-ci ont lieu en pleine forêt ou dans des espaces restreints récemment défrichés. Les masses de soldats sont pratiquement inutiles en pareil terrain et les règles de la guerre européenne y sont d'un bien petit secours.

Les généreux anglais et français de même que les principaux officiers qui les ont assistés tout au long des dernières camp-

agnes étaient européens. Habités à commander des armées formées de réguliers ils ont toujours jugé ceux-ci bien supérieurs aux miliciens. Dans toutes les grandes batailles ils ont bien pris soin de mettre les réguliers en première ligne et de maintenir les miliciens en réserve au derrière des retranschements. Wolfe aussi bien que Montcalm considèrent les miliciens comme une quantité négligeable dans le sort des batailles.

Il est certain qu'en terrain découvert, face à un ennemi rangé en bataille, le front à la mitraille, les miliciens se sentaient mal à leur aise. Incapables de mouvements d'ensemble, ils étaient complètement perdus dès que la bataille était conduite à l'européenne. Mais pour peu que la forêt obligeât les combattants à briser leurs rangs et à se battre en tirailleurs, les miliciens déclaraient n'importe quelle troupe de réguliers. Connaissant les bois, en sentant tous les pièges et toutes les cachettes, les miliciens canadiens pouvaient, en forêt, soutenir sans broncher une attaque d'armée trois ou quatre fois plus forte que la leur.

Miliciens ou réguliers, qui fout-il préférer ? Bien malin qui pourrait le dire d'une manière définitive.

En respectant sa stratégie

MONTCALM AURAIT PU VAINCRE WOLFE

Pour la défense de Québec, Montcalm avait imaginé une stratégie qui, dès les premiers instants du siège, se révéla très efficace. La région offrait un seul point faible: la côte de Beauport. C'est là que le général décida d'installer le gros de son armée.

L'aile gauche de celle-ci, commandée par Lévis, était appuyée sur la défense naturelle que constituait la rivière et la chute Montmorency. Derrière une forte rangée de tranchées et de bastions de terre, le centre de l'armée, commandé par Montcalm lui-même, défendait la côte de Beauport. Enfin l'aile gauche sous les ordres de Vaudreuil se tenait à l'ouest de la rivière St-Charles, derrière Québec.

vérifier la solidité. Toutes ses tentatives de débarquement en aval de Québec aussi bien qu'en amont furent rapidement arrêtées.

Quand Wolfe se présenta sur les hauteurs des Plaines d'Abraham, au matin du 13 septembre, la défense avait été percée en raison de la négligence de Verger qui commandait le poste de garde de l'Anse au Faucon. La machine mise au point par Montcalm se mit quand même à fonctionner. Bougainville, responsable de cette rigueur, fut averti et se mit immédiatement en marche vers le champ de bataille. Montcalm, prévenu lui aussi, décida une sortie offensive immédiate avec l'aide de la garnison et des troupes de l'aile droite et du centre de la côte de Beauport.



Wolfe blessé mortellement

La ville de Québec était elle-même défendue par un corps de 600 hommes formant la garnison régulière de la ville sous les ordres du lieutenant de Ramezay. Il restait à défendre la côte nord, en amont de Québec. Cette côte abrupte et élevée offre des difficultés naturelles qui rendaient sa défense particulièrement facile. Montcalm en remit le soin à Bougainville qui, à la tête d'un corps d'élite placé entre Québec et le fort Jacques-Cartier, pouvait compter à n'importe quel point de la côte pour rejeter l'ennemi à la mer.

L'ensemble de cette stratégie défensive se révéla efficace chaque fois que Wolfe décida d'en

On sait le reste: la bataille perdue en un quart d'heure, la fuite des réguliers, la résistance ultime des miliciens. Au moment où les troupes s'enfermaient dans Québec, Bougainville arrivait à la hauteur du champ de bataille. Si Montcalm avait attendu quelques heures, s'il avait permis à son propre dispositif de se mettre pleinement en action, Wolfe aurait été pris entre deux feux, Montcalm aurait eu sous ses ordres une armée beaucoup plus forte et aurait probablement talonné en pièces l'armée de Wolfe.

Mais l'impatience de Montcalm égalait celle de Wolfe. Il voulut le battre seul et il perdit.



Pour toutes les invasions anglaises Une seule stratégie Le Trident

Il est curieux de constater jusqu'à quel point la géographie américaine a imposé ses conditions aux guerres et aux invasions qui ont eu lieu depuis un siècle et demi. C'est à ce point que la stratégie anglaise de l'invasion des territoires français n'a jamais varié dans ses grandes lignes. Elle fut constamment axée sur l'idée du trident.

Il s'agissait toujours de finir par étrangler Québec. Une vague d'assaut était dirigée de l'est par la mer et le St-Laurent qu'elle remontait jusqu'à Québec. Une deuxième empruntait la rivière Hudson, le lac Champlain et le Richelieu vers Montréal. Enfin une troisième force était acheminée vers la vallée de l'Ohio et la région des Grands-Lacs, à l'ouest. Cette dernière, son travail accompli, devait obliquer vers l'est, venir rejoindre l'armée du Richelieu pour l'aider à la conquête de Montréal et se diriger avec elle vers les Trois-Rivières et Québec. La capitale devait alors succomber dans les gigantesques méchôres de cette pince.

Sous une forme ou sous une autre, c'est toujours ce trident qui servit de base aux plans d'attaque des Anglo-Américains sur les colonies françaises. Dès les premières heures

du conflit anglo-français en Amérique, en 1689 et 1690, on suivit ce plan: Phipps conduisit une flotte sur Québec par le St-Laurent en attaquant l'Acadie au passage. Une armée empruntait au même moment la voie du Richelieu, tandis qu'on confiait l'aile gauche du trident aux Iroquois qui devaient attaquer les postes français de l'Ouest et descendre le fleuve vers Montréal.

La même stratégie fut utilisée en 1710 et en 1711. Enfin c'est à elle qu'on fit encore appel pendant la dernière guerre.

Il est cependant amusant de constater que jamais cette stratégie n'aboutit à étrangler définitivement la colonie. Soit qu'on manquât de coordination entre les armées en raison des distances, soit que l'une ou l'autre des armées soit arrêtée dans sa marche en avant; jamais les trois dents ne réussirent à s'enfoncer en même temps.

Même la conquête qui vient de se faire ne tira son efficacité de cette stratégie; il y eut toujours une des trois armées qui fut bloquée et empêcha l'ensemble de fonctionner. La nature américaine avait imposé une stratégie, mais les militaires eurent de la difficulté à l'utiliser.

RALPH BURTON S'INTÉRESSE AUX FORGES SAINT-MAURICE

Le nouveau responsable du "gouvernement des Trois-Rivières" est un militaire chevronné. Il a combattu à la Monongahela, à Louisbourg, à Québec. Sur son territoire vit une population d'environ 6,000 âmes.

Monsieur Ralph Burton ne se gêne pas pour reprocher à la population locale d'être paresseuse, ignorante et arriérée. Il a pris malgré tout son rôle au sérieux et il s'est appliqué à assurer l'ordre et à remettre la vie en marche normale. L'établissement métallurgique des Forges Saint-Maurice a retenu spécialement son attention. C'est quelque chose d'avoir sous sa direction l'unique industrie de la Nouvelle-France! D'ailleurs, le général Amherst lui a recommandé spécialement d'examiner les possibilités qu'elle offre.

La population des Forges n'est que de 72 âmes. Un inventaire dressé le 8 septembre dernier, par Hertel de Rouville, révèle que l'établissement est en assez bon état, mais les réserves de minerai et de charbon de bois sont insuffisantes pour alimenter les fourneaux. Il faudra mettre les hommes à la coupe de 4,000 à 5,000 cordes de bois et à la levée de minerai pour reprendre les travaux dès l'année qui vient.

En attendant, le gouverneur Burton a pris les dispositions nécessaires pour assurer aux familles les secours voulus. Le 1er octobre, il a donné instruction de traiter la fonte qui reste et de faire cuire le charbon pour augmenter les réserves. Il a donné ordre de tenir compte des travaux exécutés et de traiter le personnel avec justice. Le lendemain, 2 octobre, le gouverneur a fourni des vivres pour les sept familles des ouvriers des forges et pour M. de Courval, inspecteur, ainsi que ses deux domestiques. Il a pourvu aussi aux besoins du chapelain.

Ces dispositions indiquent que la nouvelle administration entend poursuivre l'entreprise des Forges. Nous nous en réjouissons pour les Trifluviens.

● A cause de la gravité des événements Le Boreal Express se voit dans l'obligation de suspendre momentanément la publication de ses pages féminine et sportive.